

Problèmes socio-économiques du Nord-Congo

I. — LA REGION NORD-CONGOLAISE

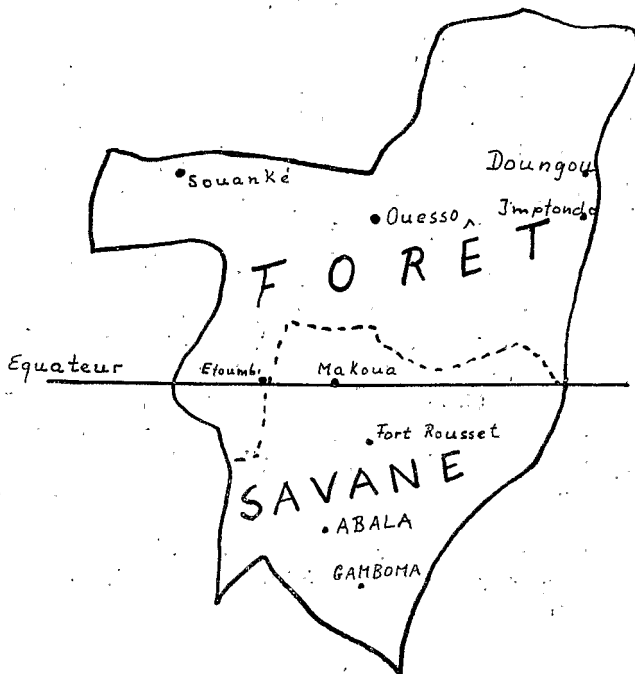
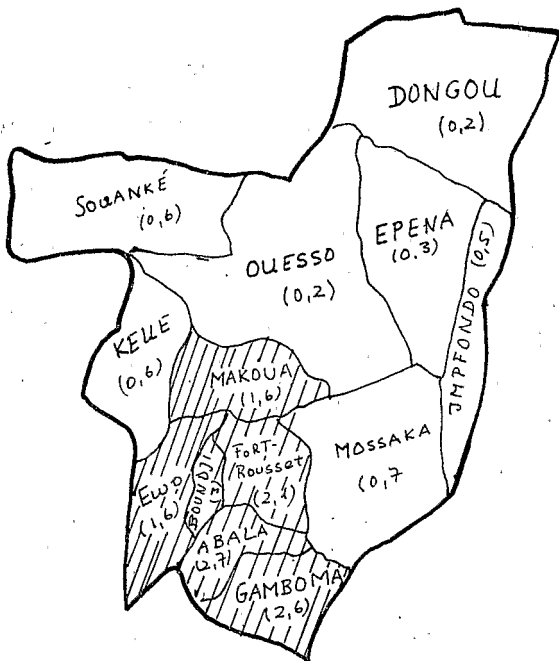
CETTE vaste région de 230 000 km² (ensemble de la République du Congo : 350 000 km²) habitée par moins de 200 000 individus, donne, dès l'abord, une impression de monotonie désolée. Un paysage sans relief : une immense plaine de 300 à 400 mètres d'altitude moyenne, se relevant légèrement dans sa bordure occidentale pour atteindre parfois 600 mètres, s'abaissant à 300 mètres dans sa partie orientale, cette zone de l'embouchure des rivières avec le Congo, qui n'est en fait qu'un immense cloaque où l'eau stagne en marécage (il n'y a que 70 mètres de dénivellation entre Ouesso et Brazzaville, et cela pour 900 km de rivière). Ce pays sans aspérités est composé de paysages infinis, sans limite, toujours identiques : dans le Nord, la forêt indifférenciée ; au centre, des plaines de savane inondées ; à l'Ouest et au Sud, de légers vallonnements qui se succèdent, toujours les mêmes, sur des centaines de kilomètres. Ainsi, dans ce pays sans contraste, il n'y a pas de micro-régions physiques, de points géographiques particuliers, qui permettraient de cloisonner la population en différents sous-groupements. Cette distribution de la population suivant les formes du contexte géographique aurait eu d'autant plus d'importance dans un tel milieu, peu aménagé, pratiquement pas maîtrisé par l'homme.

Hors du relief et du paysage, deux éléments peuvent jouer un rôle de facteur de différenciation : — le climat : — le tapis végétal.

Centre de Recherche et de Documentation - 1977-1987

Collection de Mémoires

1375



Le climat entraîne-t-il des cloisonnements régionaux ? Même pas. A cheval sur l'Equateur, nous avons le même climat à peu près partout avec un simple renversement de date pour la saison sèche : en janvier, dans le Nord ; en juillet dans le Sud. La nature même de ce climat entraîne-t-elle des séparations sensibles dans la vie de la population ? Tout d'abord la température est toujours égale à elle-même : 25 - 27°. Les écarts thermiques annuels varient de 1°45 dans le cas minimum (Gamboma) à 2°48 dans le cas maximum (Souanké), ce qui est insignifiant. Quant au degré d'humidité, il est toujours proche de la saturation (95 à 100 %). Sur ce fond monotone, il y a la coupure entre la saison des pluies et la saison sèche, coupure qui se révèle essentielle dans les zones tropicales puisqu'elle conditionne l'ensemble de la vie économique du village.

Ici, tout prend une apparence théorique. Rien n'est nettement marqué. Toute la partie Nord du pays n'a aucun mois écologiquement sec (de 60 mm de pluviosité), le reste, deux mois seulement où la pluie ne s'arrête d'ailleurs pas complètement. En fait, il y a nette tendance à l'uniformisation générale du contexte climatique sur toute l'année, d'où conséquences importantes sur lesquelles nous n'insisterons pas : étalement sur toute l'année des activités agricoles, de la récolte, des marchés, etc. La notion de « campagne » n'existe pas (exemple : le café qui, au désespoir des responsables administratifs, est récolté toute l'année).

Dernière différenciation physique dont on n'a pas manqué de souligner mainte fois l'importance : l'opposition entre la forêt et la savane. De fait, le nord de cette région congolaise est occupé par la profonde forêt équatoriale généralement inondée, le sud est le domaine de la savane parsemée d'arbustes rabougris, inondée elle aussi dans la région centrale entre l'Equateur et Alima. Mais faut-il parler d'un contraste absolu entraînant une opposition de populations ? Peut-on séparer peuples de la forêt et peuples de la savane ? Il ne le semble pas, car cette savane est entrecoupée de forêts-galeries et de pans sylvestres extrêmement vastes ; en fait, il s'agit d'un jeu de plaines et de forêts qui se succèdent les unes aux autres : chaque village de la savane a à sa disposition de vastes hectares de forêt où s'exercent les activités d'agriculture et de chasse.

Le contexte physique tend à placer l'ensemble des populations dans des conditions identiques. Le nord-congolais forme une région géographique massive et uniforme. Faut-il s'en réjouir ? Dans un tel milieu, l'éventail des possibilités agricoles est forcément limité ; une telle masse est difficile à vivifier. Il est impossible d'organiser sur une vaste échelle une économie de compensation régionale qui donnerait à ce nord un minimum d'autonomie. Cette zone ne peut être que la région d'une ou deux cultures, d'où dépendance entière à l'égard du monde extérieur, du Sud en particulier. Cependant, cette uniformisation physique peut être un facteur positif quant à l'organisation elle-même de l'économie : pas de régionalisme, pas de particularisme, c'est une table rase sur laquelle peut s'établir facilement une superstructure monolithique, centralisée. Tout semble possible pour le planificateur.

Densité de la population

230 000 km², 195 500 habitants, soit 0,85 habitant au km². A part les zones marécageuses du nord, franchement désertiques, cette population est disséminée sur l'ensemble de la région, il n'y a aucune zone de forte concentration, la concentration maxima étant Boundji, 3 habitants au km². La première carte de la page 190 indique les indices de concentration par sous-préfecture.

La zone de savane apparaît comme relativement plus peuplée que la zone forestière, inondée dans sa plus grande partie.

Une telle diffusion de la population appelle quelques remarques d'ordre général.

Cette région, avec la majeure partie de l'Afrique, s'oppose sur ce point aux autres pays sous-développés, (l'Asie en particulier) où la surpopulation est un des éléments situationnels les plus graves. Cette surpopulation se traduit en deux thèmes qui pour beaucoup résument le sous-développement :

— la faim ; — la terre. Or, dans le Nord-Congo, qui nous occupe présentement, ni l'un ni l'autre n'a de véritable existence.

La faim tout d'abord. Une aussi faible population n'a guère de difficulté à se nourrir et, de fait, il n'y a pas de véritable problème nutritionnel. Que l'on s'entende : si l'on effectuait une enquête nutritionnelle sérieuse (ce qui n'a jamais été fait) elle révélerait vraisemblablement des carences alimentaires plus ou moins graves (malnutrition). Ce qu'il n'y a pas, c'est cette faim chronique, endémique, obsessionnelle, qui met en cause d'une manière permanente l'équilibre vital de l'individu, faim qui est le lot des paysans indiens par exemple.

La terre ensuite : la faim dans les populations rurales est corrélative à un problème de la terre : de par le surpeuplement, il y a un manque de terres de culture, qui généralement est exacerbé par une superstructure de propriété foncière. La propriété foncière est le frein le plus puissant au développement des pays du Tiers Monde, c'est aussi d'ailleurs un élément essentiel de leur dynamisme politique ; les revendications paysannes, les mouvements révolutionnaires sont focalisés sur le problème de la réforme agraire, simple espoir dans certains cas, en voie de réalisation dans d'autres. Et qu'est-ce que la réforme agraire ? Dans son premier stade, le démantèlement de la propriété foncière. Or, dans le Nord congolais, la propriété foncière n'existe sous aucune forme ; dès le départ s'affirme ainsi l'originalité de cette région par rapport aux pays à forte concentration de population. Pas de propriété foncière parce que, en aucune manière, la terre ne peut manquer ; pour une population ayant un tel degré de dispersion, les possibilités en terres de culture sont illimitées ; chaque village a autour de lui des dizaines, des centaines de km² de brousse qui pourraient, théoriquement, être mis en culture. Les possibilités pratiques de cette poignée d'humains perdus dans une telle immensité apparaissent comme un grignotement insignifiant. Il y a une sorte de propriété collective lignagère sur les territoires de chasse et de pêche ; elle est d'une nature tout à fait étrangère à la propriété foncière liée à la culture. Concrètement il n'y a aucun rapport entre cette propriété des droits de chasse et de pêche et les plantations qui, quel que soit leur emplacement, appartiennent entièrement, sans restriction à celui qui les a défrichées.

Aussi la faim, le manque de terre — ces deux causes de la stagnation et de la misère des masses rurales d'Asie et d'Amérique latine — n'existent pas dans cette région et, ce, de par la dispersion extrême de la population. Est-ce là un élément favorable au développement ? En apparence oui. Le développement économique, partant l'élévation du niveau de vie de ces 195 000 personnes, ne semble plus être qu'une question d'organisation, d'élévation des prix d'achat, surtout de l'amélioration des moyens de communication, tant de problèmes d'ordre « techniques », faciles théoriquement à résoudre. De par l'absence de ces deux thèmes, toute une forme du développement qu'ont connue de nombreuses régions du Tiers Monde apparaît comme impossible : la propriété foncière signifie l'intériorisation au niveau du village d'un conflit de classe, nous n'insisterons pas là-dessus. Cette situation de classe devient « explosive » sous la dynamique irrépessible de la faim. C'est dans ce schéma que se situent ces révolutions de caractère rural : le Mexique de Zapatta, la Chine de Mao-Tsé-Toung, Cuba de Fidel Castro. Ce sont ces éléments conjugués (la faim, la terre) qui sont les leviers de ces mouvements qui apparaissent à certains comme l'avenir historique de tous les pays sous-développés.

Le volume des villages

Autre conséquence de cette dispersion extrême de la population : l'importance que prend le village en lui-même. Isolé, séparé de ses voisins par de grandes distances, le village apparaît comme un flot humain au milieu de la brousse. Il a, en quelque sorte, un caractère insulaire ; il est une réalité repliée sur elle-même, formant une totalité autonome, espèce de microcosme qui n'est relié à l'extérieur que d'une manière contingente. Cette notion de village-flot est extrêmement importante, elle conditionne en partie la méthode d'enquête.

Quel est le volume de ces villages ? La moyenne d'habitants par village varie suivant les régions — éclatement maximum de la population à Ouesso avec une moyenne de 66 habitants par village, concentration maxima à Abala avec 141 habitants.

Voici d'ailleurs les moyennes par sous-préfecture :

Imfondo	73	Fort-Rousset	99
Dongou	127	Kellé	80
Mossaka	128	Ouessou	66
Boundji	175	Souanké	87
Ewo	118	Gamboma	130
	Abala		141

Les différences régionales sont considérables, elles peuvent s'expliquer (en partie) par les dynamismes qui sont à la base de la formation des villages. Un facteur physique secondaire d'ailleurs : les villages perdus dans les zones marécageuses de la forêt inondée voient leur caractère insulaire s'amplifier. Installés sur des émergences de terre ferme, ils sont coupés de l'extérieur ; s'ils veulent survivre, il leur faut un volume important. C'est le cas des régions de Mossaka et de Dongou.

Deux principes généraux sont à la base de la formation des villages :

- 1) Le village perçu comme une communauté de parents. Sa cohésion se personnifie en un ou plusieurs vieillards autour desquels se situent les villageois ;
- 2) Un principe nouveau : là où le village apparaît comme une réalité socio-économique en développement, l'attachement au village vient de l'insertion personnelle à la plantation. Le village et son terroir ; image qui se rapproche des communautés rurales de nos campagnes européennes.

D'une part, nous avons une réalité de structure personnelle où seuls comptent les rapports humains. D'autre part, une réalité de structure « matérielle » où le village par ses maisons, par son terroir, prend une réalité objective.

Nous percevons facilement dans quels dynamismes s'inscrivent ces deux structures. Le village et son terroir : image qui se rapproche de la structure traditionnelle des ethnies. Le village par ses maisons tend à conserver le village mais elle varie d'une région à l'autre. Elle s'est différemment conservée suivant la structure traditionnelle des ethnies. Les moyennes de Gamboma, Abala, Boundji peuvent être considérées comme liées au pouvoir de cohésion de la structure traditionnelle. Par contre, à Fort-Rousset, Kellé, les villages ont été abso-

lument décimés par l'émigration vers les centres du Sud. Particulièrement intéressantes sont les régions où les deux principes sont en présence (c'est-à-dire dans les zones caooyère et caféière) :

Deux possibilités : Ou bien la cohésion traditionnelle est assez forte et s'adapte à la transformation socio-économique — alors nous trouvons ces villages — terroir à grande population du Nord d'Ewo. — Ou bien, il y a conflit et les villages éclatent en petits groupements le long des routes, espèces de fermes rassemblant deux à trois familles conjugales, c'est le cas de la région de Souanké.

Les chiffres de volume des villages ne signifient pas grand-chose en eux-mêmes ; il eût fallu effectuer une enquête particulière sur un échantillon important pour savoir dans quels dynamismes ils se trouvent réellement intégrés.

Les centres semi-urbains

Pour l'ensemble de la région 22 600 personnes environ (soit 11 % de la population totale) vivent hors du village, dans un milieu que nous appellerons faute de mieux « semi-urbain ». Les agglomérations que nous plaçons sous ce vocable recouvrent trois sortes de réalités d'inégale importance ; il faut remonter dans le passé pour en trouver la genèse. L'Administration, la Mission, la Compagnie jusqu'à ces dernières années ont essayé, chacune de leur côté, de mener une action autonome de modelage de la population. Les années coloniales sont emplies de la lutte, parfois acharnée, entre ces trois forces. Ces conflits du passé se traduisent actuellement par trois espèces de centres semi-urbain :

- Les centres administratifs (chef-lieux de sous-préfecture) ;
- Les centres missionnaires (Liranga, Lekety) ;
- Les centres Compagnie (Etoumbi, Lebango, Oroyo).

Il y a d'ailleurs de nombreux centres mixtes : Boundji, par exemple, ancienne capitale missionnaire du Nord où ont été installés ces dernières années les services préfectoraux ; Mossaka, port de la compagnie, où coexiste un poste administratif, etc...

Nous ne ferons pas l'analyse des différenciations existant entre ces diverses catégories d'agglomérations (malgré le

grand intérêt que représenterait une telle étude comparative). Les plus nombreuses, les plus importantes et, semble-t-il, les plus chargées de signification sont les centres administratifs, ils sont au nombre de 13 :

Dongou : 1 550 habitants ; Mossaka : 1 189 habitants ; Fort-Rousset : 2 135 habitants ; Makoua : 2 290 habitants ; Ewo : 1 006 habitants ; Boundji : 1 552 habitants ; Kellé : 906 habitants ; Ouesso : 2 900 habitants ; Souanké : 400 habitants ; Abala : 432 habitants ; Gamboma : 1 253 habitants.

Quelle est la nature de ces agglomérations qui n'ont, somme toute, qu'une très faible importance numérique ? Première question qui se pose : en quoi se différencient-elles du village ? Le nombre d'habitants n'est pas en cause puisque des centres comme Souanké, Abala ou Kellé sont plus petits que certains villages importants. Quel est le schéma ou la genèse de ces centres ? Au départ, nous avons le poste colonial, le poste administratif installé généralement auprès d'un quelconque village. Il se décompose d'une manière simpliste en deux parties écologiquement séparées :

- Le « quartier des fonctionnaires » où sont installés les employés d'administration, des étrangers au pays dans la plupart des cas ;
- Le « village » de type traditionnel classique avec son organisation familiale lignagère.

En 1961, cette organisation bipolaire n'a nullement été surmontée, on parlera toujours du « camp des fonctionnaires » et du « Village ». Cependant le poste colonial s'est profondément transformé ; déjà transparait une réalité nouvelle, originale dont l'importance ne peut qu'aller en s'accroissant.

Jusqu'aux environs de 1950, le poste colonial reste identique à lui-même ; le seul point de contact entre le village et le quartier des fonctionnaires est le marché dont l'emplacement est situé à mi-chemin entre les deux, marché de peu d'importance d'ailleurs, la plupart n'ayant qu'un rythme hebdomadaire. A partir de 1950 nous assistons à un double dynamisme :

- Accroissement du nombre des fonctionnaires et employés de bureau ;
- Accroissement du nombre des salariés-mancœuvres (de par la suppression du travail prestataire).

En 1957, le mouvement s'est accentué (Loi-cadre, Indépendance). Mais en 1961 apparaissent de nettes marques d'essoufflement. Tout cela est évidemment corrélatif au processus politique de décolonisation et d'indépendance. Cet afflux d'argent a fait tripler ou quadrupler le centre urbain en quelques années. Deux thèmes accompagnent ce développement qualitatif :

- Mélange des ethnies ;
- Apparition de catégories socio-professionnelles : les salariés (mancœuvres et ouvriers) et les artisans.

Voici pour Gamboma les proportions entre les différentes catégories socio-professionnelles :

Employés de bureau ou assimilés	11 %
Salariés (mancœuvres et ouvriers)	37 %
Artisans	22 %
Cultivateurs	14 %
Inoccupés	16 %

La séparation géographique des employés de bureau n'est que le symbole de leur complet isolement au sein de la population urbaine et rurale. Quel rapport peut-il y avoir entre un instituteur gagnant 50 000 francs CFA par mois et un manœuvre payé 2 000 ou un paysan dont le revenu annuel oscille autour de 5 000 ? Habitat, vêtement, mode de vie n'ont rien de comparable. Cette coupure s'est accentuée d'une manière spectaculaire depuis 1957. Ce sont les bureaucrates les grands (on pourrait même dire les seuls) bénéficiaires de l'indépendance : augmentation des salaires et accessions aux postes supérieurs (multiplication desdits postes, d'ailleurs). Ils se replient sur eux-mêmes en une vie sociale complètement autonome. Point de focalisation de cette collectivité : le bar où ce petit monde se retrouve tous les soirs ; depuis l'indépendance le nombre des bars s'est multiplié dans l'ensemble des centres ; alors qu'en 1957 il n'y en avait qu'un pour tout le Nord (à Fort-Rousset), en 1961, il y en a un ou deux dans chacun des postes

urbains. Toutes les occasions sont bonnes pour organiser des fêtes qui drainent vers le centre et ses bars les fonctionnaires (instituteurs, moniteurs d'agriculture, etc...) de brousse ; ces fêtes sont des spectacles qu'ils se donnent à eux-mêmes, véritables déluges de dépenses de prestige ; les boissons d'importation (au prix très élevé) coulent à flot, les femmes, portant des fortunes sur le dos, font assaut d'élégance. L'indépendance, c'est surtout cette multiplication des fêtes, de leur faste. Les valeurs, les problèmes de cet univers bureaucratique n'ont rien à voir avec le contexte humain qui l'entoure. Dans leur propre pays, ce sont des étrangers occidentalises.

La situation actuelle des employés de bureau est en continuité avec la séparation entre l'élite et la masse, qui a été une constante du système colonial. L'indépendance n'a fait qu'accentuer d'une manière exacerbée une dynamique introduite dès les premières implantations européennes. Par contre, il y a discontinuité dans la structure du « village », où la communauté traditionnelle d'origine est réduite à un noyau négligeable. Deux points, disions-nous, caractérisent cette restructuration : mélange ethnique, et catégories socio-économiques.

Le *mélange ethnique* est très variable suivant les centres, tout dépendant du rapport de force existant entre les groupes. Par exemple, à Gamboma, nous avons : 70 % de Bangangoulous ; 22 % de Batékés ; 3 % de Mbochis ; 5 % de divers. Dans ce cas particulier, l'ethnie dominante cherche par tous les moyens à conserver sa suprématie par rapport à ses voisins du Sud (les Batékés) et du Nord (les Mbochis). A Gamboma, on assiste à un monopole ethnique du marché : par exemple, les Mbochis pêcheurs ne viennent pas vendre leurs poissons directement au marché, mais le vendent à des intermédiaires bangangoulous qui, eux, le revendent (avec bénéfice, bien entendu) à Gamboma.

Ce phénomène ethnique a des aspects très variés qui peuvent se schématiser en deux dynamismes :

— Les gens viennent de l'ensemble du territoire couvert par l'ethnie, cette émigration casse le lignage (la base du village). L'organisation sociologique du centre urbain est désormais bâtie sur le ménage ;

— Ce rassemblement d'individus venus des différents points géographiques de l'ethnie entraîne une prise de conscience de l'appartenance ethnique. Une seule communauté leur reste : l'ethnie en tant qu'entité d'ensemble, au delà de la structure traditionnelle. Cette prise de conscience de l'appartenance ethnique s'exacerbe souvent dans le racisme intertribal, qui, de par ses prolongements politiques, est devenu un élément essentiel de la réalité africaine. Il est en gestation dans les centres urbains ; c'est là, uniquement là, qu'il trouve ses conditions d'apparition : mélange des ethnies, suppression des lignages, isolement de l'individu. Il n'y a pas à rattacher ce racisme à on ne sait quel passé traditionnel, c'est un phénomène de l'Afrique moderne, de l'Afrique citadine.

Nous disions que la prise de conscience de l'appartenance ethnique se situait dans l'éclatement du lignage et le repliement sur le ménage. Cet isolement de la cellule conjugale est déterminé par l'insertion individuelle dans l'économie marchande. Artisans, salariés, cultivateurs, chômeurs, telles sont les nouvelles stratifications sociales qui se substituent au jeu des lignages et des liens familiaux. Nous ne pouvons développer ce phénomène que nous retrouverons plus tard. En fait, la coupure est révolutionnaire : à un univers humain bâti sur le rapport personnel se substitue une société qui trouve son principe dans le rapport marchand.

L'évolution que connaît le centre urbain est inquiétante : ses bureaucrates s'enferment de plus en plus sur eux-mêmes en un univers dont la vanité — et, disons le mot, l'imbécillité — sont insondables (s'alliant d'ailleurs à l'incapacité technique et à la malhonnêteté, les deux plaies de toute bureaucratie trop puissante et coupée de la population). Le seul point de contact : le bureau, — contacts particulièrement défavorables où se mêlent la morgue et le pot de vin (il y a des tarifs implicites pour les pièces d'identité ou les soins de l'infirmier d'Etat). La population semi-urbanisée, parce que intégrée dans l'économie marchande, supporte de plus en plus difficilement ces « bureaucrates » ; les relations entre ces deux catégories prennent parfois les allures d'un véritable conflit social. Dans sa lutte contre la

bureaucratie le citadin obtient l'alliance du paysan (avec lequel il a d'incessants rapports).

Les bureaucrates ignorent de plus en plus ces manœuvres et les paysans qui les entourent, mais ceux-ci les ignorent de moins en moins. Au delà des ethnies et des catégories économiques, ils forgent leur unité. Ce conflit, larvé encore, ne peut laisser indifférent : les bureaucrates sont l'ossature de l'état congolais (90 % des parlementaires, tous les ministres sont d'origine bureaucratique). Qu'un conflit violent éclate et c'est la structure même du jeune état qui sera mise en cause

Encadrement de la population : la chefferie

La population rurale est encadrée par des chefs : chefs de village, de terre ou de canton aux attributions respectives des plus vagues et sans grande importance. Nous avons, pour l'ensemble de la région, 153 chefs de terre et 29 chefs de canton, soit un chef pour 955 personnes. Certaines terres (sous-préfecture de Gamboma) peuvent dépasser 5 000 habitants), d'autres (sous-préfecture de Kellé) n'atteignent pas 500.

Le problème qui se pose est le suivant :

Quelle est la situation de la chefferie en 1961 dans ce Congo indépendant ? On ne peut manquer d'être surpris : en 1957, la chefferie était agonisante, sa suppression ne semblait devoir être qu'une simple question de routine administrative. Liée à l'administration coloniale, on ne s'imaginait point qu'elle puisse lui survivre. En 1961, le chef a repris de l'importance : il n'a jamais autant été honoré, il va à Brazzaville auprès des ministres parler au nom de la population ; lors des tournées présidentielles, il est à la place d'honneur, il obtient audience. Que s'est-il passé ? Que signifie ce paradoxe ?

Dans le Nord-Congo, l'administration a bâti de toutes pièces une chefferie autoritaire. Ces populations n'ont jamais connu ce type de pouvoir (contrairement à de nombreuses régions d'Afrique Occidentale, ou même de la région Sud du Congo, les royaumes Batéké et Vilis). L'organisation politique ne dépassait pas le village gouverné par l'assemblée des chefs de lignage (chefs familiaux n'ayant

rien à voir avec le despote). Dans des cas particuliers, un chef pouvait être choisi pour diriger momentanément une fédération de lignages, système associatif ne durant qu'une courte période et disparaissant avec la cause concrète de sa formation. Le chef autoritaire, imposé par l'administration, est resté un élément hétérogène au sein du village. Il ne s'est jamais intériorisé dans sa structure ; il ne s'est jamais libéré de sa détermination extérieure.

Restée structurellement liée à l'administration coloniale, on pouvait prévoir la chute de cette chefferie avec ladite administration, d'autant plus qu'elle était liée à un moment de cette administration, à son aspect de force de coercition. A mesure que la coercition disparaissait de l'univers administratif (processus de décolonisation) la chefferie entrait en décadence. Le chef n'était plus qu'un souvenir du passé difficilement supporté.

La chefferie a été en quelque sorte sauvée par la politique : dans le Nord-Congo, il n'y a pas de véritable organisation de parti. Le parti n'a d'existence que parmi les bureaucrates des postes urbains, la vie politique n'intéresse que cette frange minime de population. Or le système électoral instauré étant bâti sur le suffrage universel (pour le moment tout au moins ; on parle de plus en plus d'un système ne donnant droit de vote qu'aux titulaires du certificat d'études), il fallait un intermédiaire entre cette bureaucratie et la population rurale étrangère à son jeu politique : ce fut la chefferie. Le chef devint un agent électoral. Il y aurait beaucoup à dire sur ce paradoxe qui établit le rapport entre la superstructure politique de l'indépendance et la population sur cette chefferie qui était le maillon entre l'administration coloniale coercitive et cette même population. Les chefs n'ont jamais été aussi puissants que maintenant (gratifications monétaires ou autres, multiples). Bien plus, ils deviennent créateurs de subdivisions administratives ; les plus importants obtiennent que leur village soit le chef-lieu d'une sous-préfecture (d'où éclatement de toutes les entités administratives).

Cette redorure du blason d'une chefferie, incapable et décadente, se perdant dans des luttes de prestige d'un autre âge, n'est qu'un des éléments de la situation

politico-administrative générale : coupure (qui s'accroît très rapidement) entre une population non politisée qui joue un rôle de figurant vaguement caricatural (les élections) et une élite bureaucratique qui fait la politique, mais qui est frappée de stérilité de par son manque de liaison avec la masse.

Vie économique

La superstructure économique omniprésente est la C.F.H.B.C. (Compagnie Française du Haut et Bas Congo) qui, ces dernières années seulement, a cherché à transformer quelque peu ses méthodes restées identiques depuis la fin du XIX^e siècle, date de sa fondation. Deux moments dans la vie de C.F.H.B.C. :

- Jusqu'en 1925, traite du caoutchouc et de l'ivoire ;
- Après cette date : huile de palme et palmistes.

Cette production prend deux formes :

- Exploitation de la palmeraie naturelle, avec traitement des noix dans les postes-compagnie disséminés dans tout le pays (presses à vapeur ou à bras) ;
- Organisation de palmeraies artificielles (Etoumbi, Lebango, Mokouango, etc.).

C'est durant les années trente que la C.F.H.B.C. devait atteindre son zénith : elle exerçait un monopole absolu sur toute la vie économique de la région. L'après-guerre entraîne des conditions générales (politiques et autres) défavorables à la Compagnie ; dès 1952, elle amorce une reconversion :

— Elle se lance dans les plantations industrielles, elle rouvre les anciennes palmeraies tombées en friche durant les années de guerre et, surtout, elle ouvre des plantations nouvelles de palmiers sélectionnés. Ses usines correspondent à cette industrialisation de la production agricole : elles ont désormais des capacités atteignant 1 000 T.

— Ce mouvement de repli sur les plantations industrielles s'accompagne de l'abandon progressif de la palmeraie naturelle (sur laquelle précédemment elle s'appuyait quasi-entièrement). L'exploitation du palmier sauvage n'est plus qu'un combat d'arrière-garde pour attendre qu'arrivent à plein rendement les nouvelles plantations (8 années).

En cette année 1961, la Compagnie garde un monopole non entamé sur les transports fluviaux et le commerce de détail (implantation d'un réseau de boutiques qui n'a rien à craindre de la poignée de marchands ambulants qui remontent irrégulièrement, et par la route, des marchandises de Brazzaville).

Par contre, la C.F.H.B.C. n'est plus maîtresse de la production. Des cultures nouvelles sont apparues en 1950/55 : le cacao dans la sous-préfecture de Souanké, du café un peu partout. La Compagnie a refusé de s'intéresser à la commercialisation de ces nouveaux produits qui a dû être prise en charge par les sous-préfets par l'intermédiaire du C.C.R. (Centre de Coopération Rurale), sigle modernisé des anciennes S.A.P., ces faux organismes coopératifs de l'administration coloniale.

Cette rapide description économique est surtout valable pour la région centrale de la Cuvette Congolaise : les sous-préfectures de Fort-Rousset, Ewo, Boundji, Kellé, Makoua, Mossaka, Souanké, Ouesso. Au sud de l'Alima (sous-préfecture d'Abala et Gamboma). la C.F.H.B.C. a un rôle beaucoup moins affirmé. Enfin au Nord (sous-préfectures d'Efena, Impfondo, Dongou), cette région du Fleuve, la C.F.H.B.C. est absente, la commercialisation est aux mains de petits commerçants européens locaux.

Dans notre analyse de la production nous différencierons ces diverses régions.

Région Centrale : Les produits d'exportation

L'exploitation du palmier reste le pivot de la vie économique de la région. Deux types de production : — la production industrielle des palmeraies et des usines de la C.F.H.B.C. ; — la production villageoise de noix et de palmistes achetée et traitée par la Compagnie.

Production industrielle. — Trois catégories de plantations industrielles :

— Les vieilles plantations de 1930 remises en état ces dernières années (Mokouango, Odouka) ;

— Les nouvelles plantations en palmiers sélectionnés ouvertes vers 1953/54 (Linnengué, Ouesso) ;

— De vieilles plantations que l'on a doublées de palmiers sélectionnés (Etoombi, Lebango).

Marque de la nouvelle politique de la Compagnie, cette production s'accroît considérablement.

Années	Tonnes d'huile
1954	147
1955	707
1956	879
1957	1 078
1958	1 119
1959	1 900
1960	2 365

Production villageoise. — Jusqu'en 1954, c'est elle qui fournissait la quasi-totalité de la production. Dans notre deuxième partie nous décrirons les différents moments techniques de cette production. Elle n'a cessé de baisser et, ce, malgré les efforts de la Compagnie pour supprimer le portage, considéré comme le frein principal.

Années	Huile	Palmistes
		(en tonnes)
1951	1 139	1 250
1952	1 165	1 226
1953	1 210	1 196
1954	1 207	1 170
1955	1 138	1 137
1956	1 026	1 027
1957	757	801
1958	641	583
1959	612	622
1960	545	531

Produits nouveaux : le cacao et le café. — Le cacao est géographiquement limité à la sous-préfecture de Souanké qui s'est trouvée prise sous l'influence des zones cacaoyères gabonaises. Depuis 1958, le cacao s'étend vers Ouessou, et très timidement vers la région centrale :

Campagne	Tonnes
1952-53	8,9
53-54	14,7
54-55	22,3
55-56	75,5
56-57	136,9
57-58	286,3
58-59	456,4

A partir de 1959/60 nous arrivons à une stabilisation autour de 500 T.

La production de café est encore minime (une soixantaine de tonnes en 1959), par contre le rythme de diffusion des pieds de caféiers est très rapide.

Inventaire au 31-12-56	192 230 <i>pieds</i>
Planting 1957	163 850
Planting 1958	204 264
Planting 1959	387 909
Inventaire au 31-12-59	948 253

L'engouement pour le caféier est considérable ; en 1960, la quasi-totalité des villages avaient ouvert des plantations de caféiers.

La production agricole d'exploitation peut se résumer pour cette région en trois tendances :

— Accroissement de la production industrielle d'huile de palme. L'ensemble industriel agricole que constituent la plantation et son usine à forte capacité forme une cellule de production complètement coupée du contexte rural qui l'entoure ;

— Chute de l'exploitation villageoise de la palmeraie naturelle (qui n'est plus pour la Compagnie qu'une solution d'attente) ;

— Cultures villageoises nouvelles : café, cacao, absolument en dehors de la structure ancienne organisée par la C.F.H.B.C.

Région Sud de l'Alima

Ici, l'exploitation de la palmeraie naturelle se décompose en deux parties :

— Les palmistes sont achetés concurremment par la C.F.H.B.C. et un autre commerçant européen (Il s'agit plus exactement d'une fausse concurrence, puisqu'il y a partage préalable des marchés) ;

— Un secteur particulier : l'huilerie d'Etoro gérée par le C.C.R. de Gamboma avec son circuit de ramassage qui couvre le quart environ de la sous-préfecture (en 1960 : production de 175 tonnes d'huile). L'intérêt d'Etoro : c'est le seul cas d'une usine gérée par l'administration et fonctionnant correctement.

Années	Huile	Palmistes
	(Tonnage)	
1954	279	448
55	260	441
56	253	382
57	123	277
58	180	322
59	143	313
60	213	459

La diffusion du caféier est extrêmement limitée quoi-
qu'elle prenne un rythme plus rapide ces dernières années :

en 1954	2 590 plants
55	3 300 —
56	20 000 —
57	59 500 —
58	31 000 —
59	53 500 —

Il n'y a pas eu encore de récolte.

— Enfin, quelques produits particuliers, maïs, tabac surtout (72 tonnes en 1959) qui, venant des régions batékés du sud, mordent sur cette zone frontière.

Par rapport à la région centrale précédente, le sud de l'Alima se caractérise par le maintien de l'exploitation de la palmeraie naturelle et, corrélativement, le peu de diffusion des cultures révolutionnaires que sont le cacao et le café.

La Région du Fleuve

Région autonome en quelque sorte, n'ayant aucun rapport avec les zones précédentes, elle est en relation directe par le fleuve avec le Sud (Brazzaville). Il n'y a pour ainsi dire pas de voies terrestres ; toutes les communications s'effectuent par le réseau dense et complexe des rivières. La cueillette, au sens le plus archaïque du terme, est toujours maîtresse. Ailleurs la production villageoise s'arrête aux noix et palmistes, les premières étant transformées en huile par la Compagnie ; ici, l'huile est faite au village même et cela par des moyens traditionnels (presses qui se réduisent à de simples bouts de bois serrés par des lianes). Dans de telles conditions la production exportable est faible :

Années	Huile	Palmistes
	(Tonnage)	
1955	120	172
1956	154	168
1957	156	159
1958	109	117
1959	149	171

Le cacao et le café se diffusent ici aussi : mais nous manquons de chiffres car cette région, particulièrement attardée, est sous-administrée. La sous-préfecture d'Epena a une production de 5 T. de cacao qui, malheureusement, ne peut être évacuée.

La consommation

Le schéma économique est simpliste : produits agricoles d'exportation, consommation de biens d'importation, le tout aux mains d'une même Compagnie en qui se résume l'ensemble de la vie économique. C'est encore, en gros, la structure actuelle du Nord ; quoique de nombreuses lézardes apparaissent (cacao, café pour la production), elle est condamnée à échéance plus ou moins lointaine, l'avenir se créant contre ce type d'organisation économique.

Théoriquement, ce circuit fermé autour de la Compagnie peut se passer du médiateur monétaire : l'idéal pour la C.F.H.B.C. serait de payer la production en bons d'achat pour ses boutiques. Nous soulevons là le thème du grand

conflit entre l'administration et la Compagnie, la première exigeant de la seconde qu'elle paie ses achats en numéraire.

D'une manière générale, jusqu'en 1957, il y a eu effort d'une superstructure européenne pour étouffer, ou tout au moins contrôler au maximum, la circulation intérieure d'argent, en particulier les marchés de produits vivriers. Pour leurs salariés (qui ne pouvaient se nourrir dans le cadre de l'auto-subsistance), Compagnie et Administration ont cherché à éviter ce marché intérieur incontrôlé en achetant elles-mêmes la nourriture et en distribuant des « rations » (manioc et viande de chasse). Aussi le salarié ne pouvait dépenser son argent que dans les boutiques C.F.H.B.C. ; lorsque, après 1950, le nombre des salariés a considérablement augmenté, il a fallu admettre les « marchés » (au moins dans les centres urbains) mais l'Administration les contrôlait entièrement ; elle les organisait elle-même, imposant d'une manière draconienne des prix, etc.

En 1958, le Gouvernement issu de la Loi-Cadre proclamait solennellement la liberté de la vente de la viande de chasse, signe d'une liberté complète des prix. La longue lutte de la superstructure européenne pour étouffer d'abord, puis contrôler le marché intérieur est achevée. Le monopole commercial de la Compagnie est durement touché ; en 1961 la situation est la suivante :

— Des marchés de produits vivriers dans chacun des postes urbains ;

— Dans ces mêmes centres urbains, un artisanat très vivace (menuisiers, tailleurs), qui s'est créé par cette circulation intérieure d'argent ;

— Persistance du réseau des boutiques de biens d'importation (style boutique de traite classique) toujours aux mains des européens (surtout C.F.H.B.C.).

Quelques particularités négligeables pour le volume monétaire qu'elles mettent en jeu, mais de grande signification :

— Au Sud, multiplication des marchands ambulants ;

— Des essais d'ouverture de boutiques par des commerçants africains (l'historique de ces échecs renouvelés serait révélateur) ;

— Des échanges régionaux de produits vivriers : échanges

traditionnels qui se sont adaptés à l'argent. (La région du Fleuve, manquant de terre arable, reçoit de l'intérieur du manioc en échange de poisson).

Deux points semblent particulièrement importants : les marchands ambulants et les marchés de produits vivriers.

Dans la région au sud de l'Alima, les *marchands ambulants* font une sérieuse concurrence aux boutiques européennes : d'après notre sondage, ils drainent dans cette région 35 % du volume monétaire. Leur nombre est incontrôlable ; ils vont de village en village en bicyclette, portant un assortiment d'étoffes et quelque bric à brac de mercerie et d'objets de toilette. D'où provient leur succès ? Les prix ? Ils sont généralement plus élevés que ceux de la boutique (En effet, il y a le prix au détail à Brazzaville *plus* le transport par route de l'homme et de sa marchandise).

En ce qui concerne la qualité, ils font preuve de plus d'imagination que la C.F.H.B.C. dans le choix des coloris des étoffes, mais cela n'est pas déterminant. La boutique C.F.H.B.C. est le point de focalisation de la haine populaire contre la Compagnie : que se présente un moyen, quel qu'il soit, de lui échapper et il sera suivi ... même si les prix sont plus élevés. De plus, le marchand ambulant supprime ce dont le client villageois souffre le plus : l'absence de contact personnel dans l'échange marchand ; dans une boutique, le gérant (illettré généralement — c'est une politique constante de la Compagnie de choisir ses gérants en fonction de leur passivité et de leur imbécillité ; c'est paraît-il un gage d'honnêteté) est inexistant, le prix est imposé : une étiquette sur la marchandise. Ce *diktat* commercial est insupportable pour des gens pris dans un univers sociologique encore largement bâti sur le rapport personnel. Avec l'ambulant, l'échange marchand se personnalise dans de longs marchandages, l'achat devient un dialogue (apparence de dialogue plus exactement, nous ne développerons pas ce problème essentiel pour les techniques de vente).

Lorsque, en 1957, eut disparu la contrainte qui pesait sur les *marchés vivriers*, il y a eu un double dynamisme :

— Dans la plupart des cas, le marché libre s'est substitué au marché administratif, mais est devenu quotidien ;

— Parfois (Dongou, Etoumbi), le marché a disparu ; on est revenu aux simples transactions interindividuelles. Cet éclatement du marché au moment de la suppression de la contrainte extérieure est frappant à Etoumbi où il y a 500 salariés et où l'emplacement couvert du marché reste vide.

Le système de l'offre et de la demande joue mécaniquement, sans compensation aucune, une véritable anarchie ayant des résultats pour le moins extraordinaires : à la même époque, le même morceau de viande est vendu 75 francs à Bandza, et atteint 800 francs à Fort-Rousset. Chaque marché est en quelque sorte autonome : il couvre un rayon géographique limité (une trentaine de km par transport-bicyclette). Le centre est nourri par une zone peu importante (cf. la densité minimale de population) où il n'y a aucun jeu, aucune complémentarité dans la production qui dépend des hasards du moment. D'où surproduction de manioc à un endroit, pénurie à 100 km plus loin. Situation identique pour la viande avec les variations de prix relevées plus haut.

Il faut briser avec ce laisser faire dans le marché intérieur des produits vivriers ; il est nécessaire de dépasser la liaison mécanique immédiate entre l'offre et la demande, et cela en organisant les échanges, en y affectant des moyens de transport adéquats, en créant des échanges entre régions suivant leur vocation particulière (résorber la surproduction de manioc, scandaleuse dans certains endroits, alors qu'il y a pénurie à Etoumbi ou Fort-Rousset). Le plan de développement ne doit pas se résumer en une organisation de la production d'exportation (comme c'est généralement le cas), il doit harmoniser les deux secteurs, marché intérieur et exportation, sinon s'introduit un déséquilibre qui paralyse toute réalisation.

II. — L'ECONOMIE DU VILLAGE-PALMIER DANS LA SITUATION COLONIALE

Désormais, nous limiterons notre perspective aux deux réalités entre lesquelles se partage la production directe de la Région : le village et l'ensemble formé par la plantation industrielle et son usine. Nous laisserons de côté le phénomène particulier des centres semi-urbanisés avec leurs catégories sociales si riches de signification que sont les artisans et les bureaucrates. Le village tout d'abord. La quasi-totalité des communautés villageoises en train de changer de maître : le caféier élimine le palmier naturel. La fameuse « révolution du caféier » longuement analysée en Afrique Occidentale (en Côte d'Ivoire, en particulier, avec Köbben et Holas) s'introduit dans le Nord Congo qui connaît (mais avec quel retard, le caféier n'a-t-il pas été imposé aux pays Agni dès 1910 !) cette restructuration du village autour du planteur individuel, cette anémie de la famille traditionnelle qui n'est plus qu'une ossature desséchée.

La plupart des observateurs de ce processus de transformation révolutionnaire se sont placés dans une perspective temporelle relativement vaste : les villages ou les régions étudiés ont adopté la culture du caféier depuis de nombreuses années. La production importante rapporte un revenu relativement élevé. Cette perspective d'ensemble qui englobe tous les aspects de la révolution caféière, ne nous est pas permise ; en effet, jusqu'à présent la production nord-congolaise est négligeable (50 T.), les villages qui ont été les premiers à faire des plantations (1954/55) n'ont connu que deux marchés d'achat de peu d'importance. Dans la plupart des cas, nous nous trouvons au moment précis où les caféiers sont plantés mais ne donnent pas encore de produits, temps mort orienté entièrement sur un avenir. Cette analyse portera sur ce « moment » spécifique particulièrement ambigu : passé et avenir se fondant dans un présent médiocre ; le caféier est planté et entretenu, mais ne rapporte rien ; le palmier naturel continue à être plus ou moins exploité de manière à combler petitement le hiatus de revenu (le caféier met 6 ans avant la première récolte, 8 ans pour atteindre le rendement maximum).

Cette période, très particulière, dans laquelle nous nous trouvons est essentiellement un passage entre deux ordres de production en conflit, mais ce conflit dépasse ses deux termes immédiats, il met en cause la totalité du village, tant son organisation que la vie quotidienne. C'est dans ce conflit que se joue l'avenir immédiat du Nord Congo et la première étape d'une politique de développement, c'est évidemment d'en connaître toute l'ampleur pour pouvoir en maîtriser les effets.

1954 est la date d'introduction du caféier (il y a eu des essais en 1937-38, ils n'ont point abouti de par la guerre). Jusqu'en 1954, la très grande majorité des villages se trouvait intégrée dans le système d'exploitation de la palmeraie naturelle : c'est sur cette toile de fond commune que se joue le processus historique que nous analysons ; une connaissance approfondie du village sous le signe du palmier naturel est donc nécessaire. Mais, à quel moment faut-il aller chercher le village-palmier ? En 1954, juste avant l'introduction du caféier ? A cette époque, la situation est complètement bouleversée ; au niveau du village, la production est en baisse sensible, cette chute est masquée dans les chiffres globaux tels que nous les avons présentés dans notre première partie, du fait d'une extension toujours plus grande du rayon d'action de la C.F.H.B.C. qui, pour maintenir le chiffre de production globale, a multiplié entre 1945-1954 les huileries à bras, s'enfonçant vers l'intérieur, s'éloignant de plus en plus des points d'embarquement des rivières.

Le maintien de la production jusqu'en 1957 n'a été obtenu que par un accroissement du nombre des villages touchés par l'exploitation de la palmeraie naturelle, la production au niveau du village lui-même ne faisant que décroître. Le caféier aux yeux de certains responsables administratifs (Service de l'Agriculture) apparaîtra comme un moyen de remplacer l'inévitable abandon de l'exploitation du palmier sauvage. C'est plus loin dans le temps qu'il faut aller rechercher le village-palmier, dans les années 1930-1939. A cette époque, qui fut le grand moment de la Compagnie, l'organisation de la production villageoise de noix et d'huile a atteint son degré de « perfection ». Période qui

imprègne encore l'ensemble de l'univers nord-congolais, atmosphère d'anachronisme vieillot qui nous rejette trente années en arrière. Nous allons essayer de dresser le tableau schématique de cette situation encore agissante à l'heure actuelle.

Quelles sont donc les conditions de cette exploitation de la palmeraie naturelle ? Deux aspects descriptifs : nature de cette activité au niveau du village, organisation générale de la production. Cette activité se décompose en une série de moments :

— La cueillette proprement dite effectuée par l'homme. Elle est précédée de la quête à travers la forêt à la recherche du régime mûr. L'importance de cette recherche dépend du degré de concentration des palmiers, et varie considérablement d'une zone à l'autre. Augmenter la production, c'est, d'une part, élargir la zone de prospection, d'autre part, accroître le rôle du hasard, de la « quête aveugle », les palmiers « reconnus » étant relativement rares et leur zone, limitée aux abords du village. Il n'y a aucun entretien de l'arbre ; dans les cas les plus défavorables, cette recherche des régimes mûrs exige plusieurs journées, d'où construction de campements provisoires à l'intérieur de la forêt.

Il y a eu souvent contradiction entre l'obligation faite au village de se reconstruire le long des pistes et les peuplements de palmiers à l'intérieur de la forêt, contradiction qui se traduisait par une augmentation des distances et du temps de portage.

Monter le long du tronc (qui peut atteindre 20 à 30 mètres de hauteur) à l'aide de la « singa » cette liane entourant le fût et les reins du récolteur, sur laquelle il prend appui de tout son corps pour grimper, couper le régime en s'installant au cœur du bouquet de l'arbre, tout cela est une technique singulièrement acrobatique et dangereuse. Si la liane casse, le récolteur, rejeté en arrière, fait une chute bien souvent mortelle ; nulle statistique ne nous donnera un jour le nombre des victimes anonymes du palmier ;

— Le régime coupé est transporté au village. Ce premier portage est effectué indistinctement par l'homme ou la femme, un coussinet de branchage ou de vieux chiffons protégera le sommet du crâne des épines acérées : le régime

est d'un maniement très difficile, c'est un véritable hérisson, son poids varie de 15 à 25 kg ;

— Au village il subit un certain nombre d'opérations de transformation, l'égrappage tout d'abord, il s'agit de détacher les noix de la rafle ; le régime forme un bloc compact, les noix adhèrent très fortement à la rafle au milieu du fouillis d'épines ; il est nécessaire de la faire longuement bouillir pour pouvoir, avec difficulté d'ailleurs, séparer les noix une à une ;

— Il y a ensuite des variations dans les opérations suivant la distance à laquelle se trouve le village du centre d'achat et de transformation de la Compagnie. Pour obtenir une huile correcte, il est nécessaire de traiter les noix le plus rapidement possible après leur cueillette. Quoique les conditions qualitatives exigées pour l'huile exportable durant cette période soient loin d'être draconiennes, seuls les villages proches du poste C.F.H.B.C. pouvaient vendre directement les noix. Les noyaux étant rendus au producteur, Les villages trop éloignés se contentent de vendre les palmistes. La différence de rapport est considérable : pour 100 kgs de fruits, un village proche du poste C.F.H.B.C., obtient avec ses noix et palmistes 10 francs ; un village éloigné, pour ses palmistes, ne recevra que 3 francs ;

— Dernière opération villageoise de transformation : le concassage des palmistes effectué uniquement par les femmes. C'est un spectacle classique du Nord Congo que ces groupes de femmes cassant avec des pierres les durs noyaux séchés pour en libérer l'amande ; grâce à ce martellement lancinant, une femme experte pourra obtenir 600 à 700 grammes de palmiste en une heure (l'opération se décompose en : séchage de la masse fibreuse, séparation des noyaux des fibres, concassage des noyaux, triage des amandes) ;

— Enfin, ultime moment de ce long processus : le transport vers les postes d'achat. Il y a marché de palmistes tous les mois ou toutes les deux semaines ; les distances peuvent atteindre 30, 50 km ; le portage, effectué par les femmes sur des pistes souvent difficiles, véritables bourniers en saison des pluies, demande parfois plusieurs journées de marche. Les files de femmes qui, portant chacune des

paniers de 50 à 60 kgs, avancement lentement le long des étroits sentiers est un élément des plus banal de ce Congo des années 1930.

Minutage précis, calcul du temps de travaux, etc. sont impossible à retrouver. Qui se souciait, à cette époque, du travail villageois ? La production seule importait, elle seule était comptabilisée. On ne peut manquer de souligner l'énorme disproportion entre la force humaine dépensée et la production ; un tel gaspillage est incroyable. Parce que clairsemée, cette population verra la plus grande partie de son activité réquisitionnée pour le portage, des journées de marche pour amener quelques kilos de noix ou d'amandes au poste d'achat.

L'organisation générale de l'exploitation de la palmeraie naturelle est bâtie sur la contrainte (Il est d'ailleurs difficile d'imaginer une telle activité hors d'un rapport de force). Il s'agit d'un système à double face qui fonctionnera sans trop de heurts : la Compagnie commercialise, l'administration assure la production. C'est donc l'administration qui organise cette activité forcée. Cette étrange alliance pratique n'est nullement empirique, elle est officialisée par une série de décrets gouvernementaux. Faut-il se scandaliser de ce partage des rôles ? Il représente un progrès indéniable, d'autant plus frappant qu'il ne semble pas correspondre au contexte économique. Jusqu'en 1925, les deux pôles d'activité du Nord Congo étaient l'ivoire et le caoutchouc ; commercialisation et production étaient entièrement entre les mains de la Compagnie qui exerçait sur la population une souveraineté absolue ; le moindre être vivant était sa propriété, l'agent commercial était le maître incontesté. On laissait à l'administrateur le soin de pénétrer les zones intérieures, de pacifier les régions insoumises. La suppression de la traite de l'ivoire et du caoutchouc, l'exploitation de la palmeraie naturelle font éclater cette souveraineté commerciale à l'intérieur de laquelle, de par la nature même d'une maison commerciale dont la structure est le profit maximum, il n'y avait aucun espoir d'évolution. Pourquoi, comment, se sont effectués cette main-mise administrative, ce dépouillement progressif de la Compagnie qui se trouve limitée à un rôle d'acheteur et de vendeur, n'est pas de notre

propos. Cette emprise de l'administration sur la production est paradoxalement une étape historique importante sur le chemin de l'évolution socio-économique ; désormais, la Compagnie n'est qu'un des rouages de l'ensemble économique Nord Congolais ; l'administration pourra avoir une politique de développement plus vaste. Bien mieux, en 1938, elle envisage la formation d'un secteur de production complètement étranger à la C.F.H.B.C. : le caféier. Elle en commence la diffusion. Par cette main-mise administrative sur l'activité de production des villageois, on brise le cercle étroit du profit d'une société privée, le champ des possibilités est ouvert.

Il n'y a pas de « système » pour assurer la production ; chaque administrateur imprègne personnellement la vie de sa subdivision, il sera noté d'ailleurs par rapport à la production.

Des pressions directes peuvent être faites pour des minima imposés aux villages, punitions individuelles ou collectives sanctionnant tout relâchement. Ce principe du « minimum » obligatoire ne sera appliqué que dans des périodes de crise, lorsque les prix d'achat ont par trop baissé (ce qui sera assez fréquent durant les années trente). Généralement, il y a pression indirecte par l'intermédiaire de l'impôt, le villageois ne pouvant obtenir le numéraire qui est exigé pour son imposition que par la vente à la Compagnie de noix et de palmistes. Si l'impôt n'est pas payé, le système répressif s'abat avec toute sa rigueur : amendes, journées de prison (grâce au code de l'indigénat), punitions corporelles aussi, quoique désapprouvées officiellement. Ces punitions prennent une forme individuelle ou collective, tout le village est souvent frappé. Enfin, remède suprême : le milicien est envoyé dans les villages ou terres montrant quelque mauvaise volonté à produire ; si, en juillet, une terre n'a pas suffisamment payé d'impôt, l'administrateur envoie son représentant nanti de sa toute puissance, il est chargé « de mettre les gens au travail » et, bien souvent, son séjour est marqué par de multiples exactions sur les biens et les personnes. L'impôt est généralement payé ; ce système est d'autant plus efficace que la différence entre le rôle des impôts et le revenu est peu importante ; parfois, même, le pre-

mier dépasse le second. C'est ainsi qu'un administrateur de Fort-Rousset constate en 1936 :

« L'indigène est dans l'absolue impossibilité de s'acquitter de son impôt trop lourd, les chiffres en font foi : pour un revenu total de 265 000 francs en 1935, le montant du rôle des impôts pour 1936 est de 339 319 francs ».

Ce cas n'est nullement exceptionnel ; même si les impôts ne dépassent pas le revenu, la différence est minime, l'impôt (15 francs par tête) représente les $\frac{3}{4}$ du revenu. On comprend facilement qu'un tel système permette de maintenir la population en haleine toute l'année. Le village a perpétuellement son impôt à payer, il est donc perpétuellement dans l'obligation de travailler.

En fait, le villageois produit presque uniquement pour payer son impôt — et une question ne peut manquer de se poser : c'est là une manière de coercition bien raffinée et quelque peu absurde — que signifie ce circuit de numéraire passant des caisses de la Compagnie à celle de l'administration par l'intermédiaire du villageois qui reçoit de l'un pour donner à l'autre ? Pourquoi ne pas avoir organisé une production sans numéraire ? L'administration, par ses militaires, exerçant une pression coercitive directe, la compagnie donnant quelques cadeaux en biens d'importation ? Durant les années trente, ce fut là le sujet d'une querelle endémique entre Administration et Compagnie, cette dernière trouvant plus commode et rationnel de payer la production en bons pour ses boutiques, la première au contraire exigeant que le produit soit payé en numéraire (« pour l'impôt » disent les administrateurs). Vu la différence minime existant entre le montant de l'impôt et le revenu monétaire, la Compagnie, parlant au nom de l'efficacité, a parfaitement raison.

Ce système d'imposition est une réglementation générale applicable à l'ensemble des territoires des colonies françaises d'alors ; il est une adaptation à la situation de fait de certaines régions d'A.O.F. où, dans le cadre des productions caféières et cacaoyères, les revenus dépassent largement le montant de l'impôt ; dans ce cas, l'impôt n'a pratiquement plus rien à voir avec la production forcée, c'est une simple contribution dans le cadre d'une production volontaire. L'application d'un tel système à des villages pris encore

dans une économie de cueillette apparaît comme inadaptée, absurde. Alors que l'exploitation de la palmeraie naturelle n'est nullement une coupure par rapport à la traite de l'ivoire ou à la cueillette du caoutchouc (époque où le numéraire ne joue aucun rôle, la Compagnie allant jusqu'à mettre en circulation sa propre monnaie), le système mis en place n'est que l'aménagement de la cassure totale avec l'économie de cueillette, et de l'adaptation à une production paysanne de cultures individuelles (café, cacao, coton). Inadaptation née d'une politique unique pour des régions aussi diverses que la Côte d'Ivoire ou le Congo, inadaptation que nous retrouverons souvent au cours de notre exposé.

Cette exploitation indirectement forcée du palmier naturel doit être replacée dans un cadre plus vaste d'activité obligatoire qui, elle, n'a plus besoin de l'impôt comme intermédiaire : il s'agit du *travail forcé* dans toute sa simplicité (ouverture et entretien des routes, des ponts, réfection des villages, travaux dans les postes administratifs, etc. Toutes les activités d'intérêt public sont sous le régime du travail obligatoire). N'est-il pas significatif que le nombre total d'adultes masculins porté dans le rapport semestriel de l'administrateur soit titré « Main-d'œuvre disponible » ? Ce travail obligatoire prend deux formes :

— Les condamnés disciplinaires punis par simple décision de l'administrateur grâce au pouvoir discrétionnaire que lui donne le code de l'indigénat ;

— Les prestataires, c'est-à-dire l'ensemble des hommes adultes (les femmes ne sont pas assujetties aux prestations manuelles bien qu'elles soient imposables) qui doivent un nombre théorique de journées de travail. En fait, il n'y a pas de contrôle ; chaque village est responsable de l'entretien d'un tronçon de route, de ponts, de postes. La désignation des travailleurs est laissée plus ou moins à la discrétion du chef ; si celui-ci n'est pas obéi ou a quelque velléité d'insoumission, le milicien apparaît ; c'est d'ailleurs le milicien qui encadrera les équipes et les poussera à travailler. Théoriquement, le prestataire ne doit pas être employé à plus de 30 km de son village ; à plus de 10 km, il est nourri.

Voici quelques chiffres administratifs donnant les proportions des différentes catégories de travailleurs (Fort-Rousset, pour le 2ème semestre 1936) :

Condamnés	7 203	journées de travail
Disciplinaires (Indigénat)	2 529	»
Prestataires	58 379	»

L'activité de ces derniers se décompose ainsi :

Travaux au poste	24 503	journées de travail
Travaux route	27 295	»
Nettoyage des rivières	3 892	»
Terrain d'aviation	2 682	»

Même période, subdivision d'Abolo (qui couvrait l'actuelle sous-préfecture de Kellé) :

Condamnés	761	journées de travail
Disciplinaires	3 078	»
Prestataires	13 272	»
Main-d'œuvre rémunérée	5 068	»

Les années trente verront s'accroître l'importance de ce travail forcé de par l'ouverture des routes automobiles presque entièrement faites par les prestataires, l'entretien de ces routes a un aspect permanent de par ce travail de sisyphe que représente le maintien d'une route carrossable sans cesse ravinée, aux ponts sans cesse coupés.

Enfin, dernier aspect de cette attitude de contrainte de l'administration face au village : les razzias d'hommes pour la construction du chemin de fer (le Congo-Océan), annuellement, pour le recrutement des tirailleurs. Tous les moyens sont bons, depuis la ruse jusqu'à l'appréhension de force dans le village. Le recrutement pour le C.O. est un des éléments essentiels de l'histoire de cette période. Pendant sept années (1925-1932) chaque subdivision avait un contingent d'hommes à fournir. Par exemple, pour les cinq subdivisions formant à l'époque le Likouala-Mossaka (Fort-Rousset, Ewo, Kellé, Makoua, Mossaka soit 100 000 habitants, 27 000 hommes adultes environ, vieillards et infirmes compris), étaient exigés dans les premières années : 1 200 hommes ; dans les dernières années, 50 à 600. Combien

revinrent, on ne sait. Cédons la parole à un administrateur qui écrivait le 4 septembre 1929 :

« Certaines femmes portent le deuil lorsqu'elles voient partir leurs maris et leurs lamentations commencent comme s'il s'agissait d'un véritable décès. Il faut dire aussi en ce qui concerne Odzala que, sur 143 hommes du recrutement de 1927, à ma connaissance, il y a eu 67 décès ».

Ce recrutement du C.O. provoqua une crise, et au niveau du village, et au niveau de la superstructure européenne. Un grand nombre de vieux chefs furent éliminés, remplacés par des jeunes gens sans scrupule qui, entourés de leurs hommes de main, « les polices », n'hésitèrent pas à « amarrer » (terme d'époque pour désigner l'action de mettre la corde au cou) leurs administrés pour les livrer à l'administrateur. Beaucoup de ces chefs du Congo-Océan sont, vieilliss, encore en place ; ils gardent la nostalgie de leur toute puissance d'antan. Quant à la C.F.H.B.C., elle entra en conflit ouvert avec l'administration : non seulement elle obtint que ses salariés soient exempts de déportation, mais encore elle n'hésitera pas à accueillir dans ses postes les fuyards, allant même (mais cela ne fut pas prouvé) jusqu'à organiser un réseau d'évasion partant de Brazzaville et remontant au Nord. Elle déniait à l'administration le droit d'affaiblir (l'élite physique sélectionnée par le médecin !) une population qui était, pratiquement, sa main-d'œuvre et qu'elle considérait comme sa propriété. « Attitude comode, remarque avec quelque ironie un chef de subdivision : la compagnie se posait en protectrice des indigènes ».

Le village des années trente est ainsi placé sous le signe du travail forcé (aux deux niveaux : celui de la production et celui des prestations administratives). Englobant ces activités obligatoires, c'est un système coercitif d'ensemble qui tente de l'enserrer, de le plier à l'uniformisation coloniale : les villages sont amenés *manu militari* le long des pistes, les cases sont abattues et reconstruites sur le même modèle de part et d'autre de la route. On semble vouloir modeler jusqu'à son aspect extérieur ce village qui, avec ses deux rangées rectilignes de cases identiques, n'est qu'un simple camp de travailleurs disponibles. En relisant les rapports de cette période, on ne peut manqué d'être frappé

par l'absolu manque de réaction de ces gens ; avec une passivité incroyable, ils se sont laissés transformer en ce que l'on voulait qu'ils soient. Seules, quelques fuites dans la forêt, bien vite résorbées d'ailleurs, venaient troubler le fonctionnement de la machine exploitatrice.

Qu'est donc ce village ? Tout aspect de sa réalité est déterminé par le système d'exploitation dans lequel il est intégré. Il apparaît tout d'abord comme le reflet de cet univers de force et de coercition que nous venons de décrire. Deux éléments en forment la structure :

- Le chef administratif ;
- Le collectivisme servile.

Au niveau du village, le *chef* est le représentant de l'administrateur ; il possède une parcelle de sa puissance ; il organisera production et prestations ; il surveillera l'activité de ses subordonnés ; il en sera responsable d'ailleurs, et c'est lui, enfin, qui recevra le cadeau qui encourage souvent le bon travail et l'obéissance. Il est en quelque sorte, l'homme à tout faire du chef de district. L'analyse du rôle du chef révèle on ne peut mieux que la nature de son personnage est entièrement déterminée, de l'extérieur, par cette superstructure européenne étrangère. Il n'existe que par l'administrateur. Son rôle ? Il ne le joue que par rapport à lui. Le chef n'est qu'un élément du système d'exploitation, et pas autre chose. Par conséquent, face aux villageois, il ne peut que se trouver dans un rapport de force qui n'est qu'une simple concrétisation locale de l'ensemble du système coercitif instauré par le pouvoir colonial. Cette structure villageoise de violence sera particulièrement sensible avec la chefferie du Congo-Océan : entouré de ses séides, le chef, au nom de l'administrateur, exerce une dictature despotique et sans vergogne. Ainsi, deux éléments constitutifs de cette chefferie : extériorité de la détermination, rapport de force avec le village.

Le chef se trouve en quelque sorte placé en dehors du village, il n'est en fait qu'un élément étranger imposé. Que devient le *village* dans ce système d'exploitation coloniale ? Essentiellement, il est perçu comme un ensemble collectif (et non comme une communauté d'individus différenciés). Les manifestations de ce collectivisme se retrouvent dans

tous les rapports directs que peut avoir l'administration avec le village : recensement qui n'est que simple décompte, activité obligatoire où, dans la plupart des cas, l'ensemble du village est responsable d'un travail précis. L'imposition est exigée sous la forme d'une somme globale, les 15 francs par tête n'étant que théoriques ; c'est d'ailleurs ce collectivisme de l'impôt qui oblige souvent le village à payer pour les morts ou les absents ; amendes, punitions, minimum de production s'adressent au village et non pas aux individus qui le composent.

Chefferie despotique, collectivisme servile sont inscrits dans cette situation coloniale de force ; c'est en elle qu'il faut retrouver la causalité de leur existence, partant de leurs limites. Cette chefferie sera le problème n° 2 de l'administration (après la production). C'est désespérément que l'on cherchera à briser et cette extériorité, et ce rapport de force ; la contradiction du chef ne sera jamais surmontée (échec de la réforme Eboué dans le Nord-Congo). Impossible d'intérioriser ce chef, de le légitimer en quelque sorte. Élément étranger qui restera enfermé dans la dialectique de la coercition, quand le pouvoir extérieur lui fera défaut, il s'écroulera. Il en est de même pour le collectivisme servile : en aucune manière il ne pourra se libérer de la détermination coercitive de l'extérieur. Il ne s'intériorisera pas en une structure villageoise véritable, c'est-à-dire volontaire. Il n'existe pas en lui-même, et lorsque le système de force disparaîtra, il s'évanouira avec lui. C'est ce qui s'est passé spectaculairement en 1954 : les services d'agriculture, poursuivant la tradition administrative, ont voulu organiser des plantations communales de caféiers ; la coercition ayant, à cette date pratiquement disparu, ces plantations collectives, quand elles ont pu être ouvertes, ne dureront pas plus d'une année.

Cette détermination extérieure n'épuise nullement la réalité du village. Simple cellule du système d'exploitation coloniale dans un premier moment, il possède une structure qui lui est propre, qui échappe à cette chefferie despotique, à ce collectivisme servile imposés du dehors par la force. Dès maintenant, apparaît la dichotomie de base du village : une apparence extérieure, une structure interne;

étrangères l'une à l'autre. L'ethnologue, par réaction contre le système colonial, cherchera à découvrir cet univers caché de la vie villageoise se situant au delà du masque officiel.

Deux éléments constitutifs de cette seconde réalité du village : l'auto-subsistance et l'organisation familiale. Il n'est guère utile de décrire la vie matérielle d'*auto-subsistance* : nourriture, habitat, vêtement sont quasi-totalement intégrés dans la production villageoise. Cette auto-subsistance est d'ailleurs un élément central, quoique indirect, du système colonial. Durant la période qui nous occupe, l'administrateur cherchera à comprimer le village sur lui-même dans une économie autarcique ; l'obligation de faire des plantations de cultures vivrières est un des éléments (le plus positif) de la coercition administrative. On cherchera à limiter au maximum tout commerce intérieur, c'est-à-dire tout circuit monétaire non contrôlé, autre que celui qui va de la Compagnie au village, et du village à l'impôt ou, dans les cas favorables, à la boutique de cette même Compagnie (cf. dans la région de Mossaka l'opposition à l'exportation du poisson séché sur Brazzaville). Il y a une corrélation très étroite entre la production forcée et l'auto-subsistance ; le numéraire (voir système de l'impôt), partant le commerce, est quasi inexistant. La production industrielle seule (c'est-à-dire non consommée dans le cadre de l'auto-subsistance), coupée de la consommation monétaire, ne peut qu'être bâtie sur la force.

L'auto-subsistance est une notion quelque peu « fourre-tout » ; on y place tous les éléments économiques qui ne sont point intégrés dans le circuit monétaire. Dans le Nord Congo, elle atteint, pourrait-on dire, son degré de perfection. De par l'éparpillement extrême de la population, le village vit replié sur lui-même en économie autarcique (le village flot). Les échanges village-monde extérieur sont, dans la plupart des cas, inexistantes ; s'ils existent, ils sont trop peu importants pour avoir une quelconque influence sur la structure villageoise. Phénomène d'apparence paradoxale, cette période de l'exploitation de la palmeraie naturelle verra s'exacerber cette tendance à l'autarcie villageoise. Comme nous venons de le voir, elle est favorisée par

l'action administrative. Le village est isolé, solitaire dans ce système qui exploite ses forces de travail. Une superstructure européenne centralisatrice et cohérente en rapport direct avec une poussière de communautés villageoises sans liaison essentielle entre elles.

L'auto-subsistance met en jeu la nature même de l'univers humain qu'elle soutient et nous sommes quelque peu désarmé car l'appareil conceptuel socio-économique dont nous nous servons s'intègre à un contexte d'économie monétaire. Schématisons une rapide comparaison entre auto-subsistance et économie monétaire. Plaçons-nous au niveau du concret immédiat, c'est-à-dire de l'individu, de la famille, du groupe de contacts directs. Définition la plus normale de l'auto-subsistance : production et consommation ne sont point dissociées, alors que, toujours par définition, elles sont structurellement séparées dans un système d'économie monétaire. Cette dichotomie est provoquée par le médiateur monétaire ; elle est d'ailleurs la condition même de son existence. L'individu se trouve ainsi intégré dans un « ensemble » qui échappe à sa préhension directe et la nature de cet ensemble est déterminée par celle des médiateurs qui en sont le support (argent, marchandises) ; d'où objectivité des ensembles socio-économiques, possibilité de leur préhension scientifique, etc.

L'individu intégré dans ces ensembles organiques est, en partie, déterminé par eux ; son individualité se fragmente, elle prend un aspect objectif ; spécialisation outrée dans son rôle producteur, ses rapports directs avec les autres se réifient, etc. Cependant, à ce niveau et de l'individu, et des relations personnelles directes, la situation est ambiguë, la réification objective étant plus ou moins compensée par d'autres facteurs dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

L'auto-subsistance, c'est la fusion production-consommation. Doit-on percevoir cette fusion à travers l'individu ? Il y a partage des tâches productrices (dans le cadre de la séparation des sexes surtout), des entraides, des échanges. Cette fusion se situe au niveau du village. D'une manière générale, la vie matérielle ne dépasse pas le groupe de contacts directs qu'est la communauté villageoise. Le processus d'objectivation précédemment schématisé est im-

possible ici ; nous ne pouvons que rester enfermés dans le groupe de contacts directs, c'est-à-dire dans un univers de rapports personnels. Nous nous trouvons face à deux réalités étrangères l'une à l'autre : d'une part, des ensembles objectivés qui réifient l'individu dans sa personne et dans ses relations avec les autres ; d'autre part, des rapports inter-individuels se suffisant à eux-mêmes, formant une totalité autonome qui épuise elle-même sa propre détermination.

Tout cela exigerait de longs développements que nous n'avons point le loisir de présenter ici.

Cette réalité humaine qui se consomme totalement dans la trame des rapports personnels explique la nature de l'*organisation familiale*, base unique de la vie sociale du village. Il s'agit d'un ensemble de statuts définis par la position familiale de l'individu, de séries d'attitudes, de gestes stéréotypés, d'obligations particulières qui corsettent, codifient en quelque sorte les relations interindividuelles. Le système familial apparaît comme une réglementation disciplinant les rapports entre les gens du village, d'où ces déviations continues, ces continues reprises en main, ces compromis et arrangements après de longues palabres, cette indétermination des règles qui font la quotidienneté de la vie sociale et qui découragent nos esprits férus de systématisation.

Donc, cette deuxième réalité du village, c'est cet ensemble des rapports personnels d'un groupe de contacts directs. Le village est un univers fermé sur ses propres membres, un microcosme dont la réalité est totalement épuisée par les individus concrets qui y vivent.

Ces deux aspects du village-palmier s'opposent : déterminé entièrement de l'extérieur dans sa première réalité, il est totalement replié sur lui-même dans sa seconde réalité. Cependant, cette distorsion n'a nullement provoqué de conflit sérieux et, pendant plus de 20 ans, le système d'exploitation fonctionnera sans heurts, et les villages accepteront cet écartèlement. Le rapport personnel, venons-nous de voir, est la structure même de la réalité villageoise. Qu'est-ce que la force ? Qu'est-ce que la coercition ? Simplement une forme de rapport personnel.

L'action administrative est bâtie sur le contact direct du « commandant », ce maître par rapport auquel tout s'ordonne, la « tournée » étant le pivot de son activité. Aussi cette production industrielle, par la forme même qu'elle prend, est en accord avec la réalité du village ; elle s'y intègre. Accord qui peut éclairer ces réactions étranges de gens qui, actuellement, affirment regretter cette époque de coercition, véritable nostalgie de leur esclavage.

Nous sommes en présence d'une réalité à double face dichotomique. Quel rapport existe-t-il entre ces deux éléments ? S'agit-il d'une contradiction, au sens dialectique du terme ? Y a-t-il conflit interne entre l'impact étranger et la structure traditionnelle, conflit qui se résoudrait obligatoirement en une quelconque synthèse, et qui serait le principe du processus historique de la vie de ces villages ? La réponse est négative ; il y a une espèce de coexistence passive, le rapport de force et ses concrétisations locales sont intégrés, tout naturellement, pourrait-on dire, à la vie quotidienne des communautés villageoises. La cause immédiate de cette situation a déjà été donnée : identité (rapport personnel) de l'action administrative extérieure et de la structure du village.

En fait, ces villages sont adynamiques : aucun dépassement de la quotidienneté, plus de mouvements. La dichotomie reste identique à elle-même, sa dualité n'est jamais surmontée. Paralyse interne, stagnation, telles sont les images qui dépeignent le mieux cette société bâtie sur l'exploitation de la palmeraie naturelle. La production elle-même, la chefferie, le collectivisme servile n'échappent pas au rapport de force qui les créent ; ils n'existent que par lui, ils disparaissent avec lui. L'auto-subsistance et l'organisation lignagère font du village une réalité absolument étrangère à l'aspect précédent, par rapport à lui, ce n'est qu'un jeu gratuit, folklorique.

Dans le contexte du palmier naturel, cette dichotomie ne peut être surmontée. Ces deux réalités étrangères l'une à l'autre se sclérosent dans cette indifférence réciproque ; elles ne se restructurent pas en une réalité nouvelle. Ici, pas de révolution, pas d'hommes nouveaux insérés dans une so-

ciété nouvelle. Généralement, en Afrique, l'introduction de la production industrielle a amorcé un processus de transformation révolutionnaire ; rien de semblable dans le Nord Congo ; nous avons une espèce d'arrêt historique au premier moment de cette production, c'est-à-dire au moment de son introduction forcée.

L'administration a senti les dangers d'une telle sclérose à partir de 1937-38 ; elle a cherché à la pallier, en vain, d'ailleurs. Il serait fort intéressant de suivre dans le Nord Congo ses tentatives, d'une part, d'intérioriser la chefferie à la structure villageoise, d'autre part, de dépasser cette chefferie en faisant apparaître un encadrement sociologique indépendant d'elle (le conseil des notables, les tribunaux coutumiers, les S.I.P., etc.). Les réformes Eboué se traduisirent dans cette région dans les images dérisoires, caricaturales, d'un faux dialogue entre les représentants artificiels d'une population, toujours entièrement aliénée, et une administration de maîtres, les uns et les autres pris dans les contradictions insurmontables de l'exploitation de la palmeraie naturelle.

La production forcée conditionne l'ensemble des éléments situationnels. Une première question se pose : pourquoi cette production forcée d'huile de palme n'a-t-elle pu se transformer d'elle-même en production volontaire ? Est-ce la nature coercitive du système colonial de l'époque ? C'est absurde : en 1906-08, le caféier fut introduit par la force dans le pays Agni ; des manifestations d'opposition nombreuses répondirent à la coercition mais, une dizaine d'années plus tard, cette activité forcée s'était transformée en activité volontaire, le planteur avait remplacé le travailleur servile. Une deuxième question, plus vaste que la première, quoique dans le fond identique : pourquoi cette exploitation d'huile de palme n'a-t-elle pas survécu au processus de décolonisation de ces dernières années ? (La production volontaire est évidemment l'une des conditions de base de cette évolution « politique »).

Ces deux questions peuvent se résumer en une seule : pourquoi l'exploitation de la palmeraie naturelle ne peut-elle pas surmonter le rapport de force ? Deux éléments com-

plémentaires, difficilement isolables d'ailleurs, nous permettront de répondre schématiquement :

- L'insuffisance du revenu monétaire ;
- La nature même de l'exploitation du palmier naturel.

Généralement, on établit une corrélation entre la coercition et le *manque de revenu monétaire* : le rapport de force sera surmonté si le revenu qui peut être tiré de l'activité productrice atteint un certain volume. Pourtant, si la consommation monétaire prend de l'ampleur, le rapport de force serait remplacé par une activité productrice volontaire trouvant son dynamisme dans la consommation qui lui correspond. Durant les années trente, le revenu monétaire devait rester extrêmement bas, inexistant parfois, parce que l'impôt le dévorait dans sa totalité.

Voici un cas moyen, celui de la subdivision d'Ewo pour l'année 1938 :

Rapport monétaire

Noix de palme	103 237	Francs CFA
Palmistes	126 047	—
Huile de palme	128 991	—
Arachides	1 472	—
Manioc	7 664	—
Raphia	300	—
Peaux	1 665	—
Tabac	1 125	—
Total	370 501	—

Le montant global du rôle des impôts a atteint, cette année-là 215 203 francs. Donc, il reste 155 298 francs de disponible pour la consommation, soit (Ewo compte 30 000 habitants) 5 fr. 10 annuels par tête ou 10 fr. 8 annuels par imposable. Ces revenus sont dérisoires, compte tenu du coût des marchandises d'importation :

Pièces d'étoffes	de 60 à 28	francs
1 chemise	20	—
Couverture	12 et 25	—
Savon	4	—
1 kg de sel	1,75	—
1 boîte d'allumettes	2,50	—
1 casserole	20	—
1 matchette	3	—

Il est difficile, cependant, de trouver dans cette étroitesse de la consommation monétaire la cause unique de la pérennité de la coercition et de l'impossibilité de la remplacer par une activité volontaire. Quest-ce que ce rapport de force ? Il sert avant tout à pallier l'impossibilité pour cette activité de s'intérioriser dans la structure des villages. Elle reste un placage extérieur, artificiel, déterminé par cette coercition et ne pouvant que disparaître avec elle. Intérioriser cette activité productrice c'est modeler l'ensemble du paysage humain autour d'elle ; il s'agit d'une révolution interne totale, mettant en cause toutes les manifestations de la vie villageoise. Ce n'est que dans ce cadre de révolution totale qu'une production coercitive peut se transformer en activité volontaire (cf. la Côte d'Ivoire avec le café).

L'argent (partant, la consommation monétaire) insufflé de l'extérieur en dehors de ce processus révolutionnaire a un rôle, non seulement limité, mais négatif. C'est ce qui s'est passé, à cette époque, avec la chefferie ; l'administration a cru pouvoir l'intérioriser, c'est-à-dire la libérer du rapport de force en la couvrant d'argent, en lui donnant la puissance monétaire. Le chef, en plus des revenus tirés de son activité judiciaire, touchait :

- 10 % sur la totalité du rapport monétaire de la production de sa terre, soit en moyenne : 50 à 300 francs par mois ;
- 5 % de remise sur l'impôt, soit pour la subdivision d'Abolo, par exemple, de 120 à 1 320 francs par an.

Le revenu d'un chef de terre s'élevait à 2 500 francs par an, à une époque où le revenu moyen était de 10,8 francs par imposable.

Que nous sachions, cette richesse monétaire considérable des chefs ne leur a nullement permis de surmonter leur extériorité ; bien au contraire, ils se sont créé des clients ; ils ont bouleversé, en le monétarisant, le système judiciaire, et l'argent leur a permis d'accroître leurs moyens de force, les coupant de plus en plus de cette population dans laquelle il était censé devoir les intégrer.

Durant les années 50, le processus de décolonisation (libéralisation de la production, en particulier) s'accompagne d'une chute spectaculaire de l'exploitation de la palmeraie

naturelle et, ce, malgré les efforts considérables de la Compagnie pour freiner ce mouvement. Ces efforts portèrent sur deux points : — Augmentation des prix des produits ; — Amélioration de la technique d'exploitation en supprimant le portage, et tout d'abord en multipliant les presses à bras dans le village, puis, à partir de 1958, en organisant des circuits de ramassage par camions. Ce fut en vain. L'exploitation de la palmeraie naturelle apparaît comme en porte-à-faux par rapport au processus politique de décolonisation. D'une part, cette décolonisation s'inscrit dans le contexte de l'économie monétaire rurale, d'autre part, l'exploitation du palmier sauvage est étrangère à la nature même de l'économie monétaire.

On ne peut accepter la continuité implicite établie par de nombreux observateurs de l'évolution villageoise entre l'auto-subsistance et l'économie monétaire, la seconde étant perçue comme un progrès quantitatif et limité au domaine économique. C'est dans cette optique restrictive que se placent les responsables administratifs et politiques qui voient dans l'injection d'argent le seul facteur d'évolution. Il y a, en fait, une coupure qualitative mettant en cause non seulement la réalité économique du village, mais la totalité de sa structure. Prenons l'exemple du village caféier. L'économie monétaire (par définition, coupure au niveau du village entre la production et la consommation) se traduit par deux séries de manifestations matérielles : les marchandises et les plantations. Cette séparation doit être surmontée ; ces deux aspects concrets forment un univers matériel spécifique, qu'il faut percevoir comme une réalité non fragmentée. Le centre de la révolution monétaire réside dans l'émergence de cet univers matériel ; il s'objective, les villageois se situent par rapport à lui. Dans le village de l'auto-subsistance, le contexte matériel n'avait aucune existence objective ; les rapports humains étaient directs alors que, dans le village monétaire, ils s'inscrivent dans le contexte matériel qui sert en quelque sorte de relais. L'univers humain de l'auto-subsistance se figeait dans une organisation du rapport personnel ; il épuisait en lui sa réalité (stéréotypes des gestes et des attitudes, jeu des statuts et des rôles, etc.). Dans le cadre de l'économie moné-

taire, le contexte matériel détermine la nouvelle société : la famille conjugale se replie sur lui ; elle y trouve sa propre réalité, une individualité théorique se cache derrière les choses, etc. Nous ne pouvons, faute d'éléments, pousser plus loin cette description de la révolution monétaire.

Qu'est-ce qui caractérise cet univers matériel objectivé ? Qu'est-ce qui fait l'unité de ces marchandises, de ces plantations, de ces plants de caféiers ? — C'est un univers matériel, humanisé, maîtrisé. Cela est particulièrement important, car il est cerné de toutes parts par le paysage sauvage, non dompté, de la forêt et de la savane. — Il s'objective, c'est-à-dire, il n'est réalité humaine que dans la mesure où il est créé par l'homme, qu'il est le résultat d'une activité positive.

Aussi, cet univers matériel trouve le principe de sa réalité dans l'activité créatrice. Nous voyons comment se présente la révolution monétaire : tout dépend non pas de la consommation, mais de l'activité productrice ; c'est par cette dernière que la consommation peut s'intérioriser, c'est-à-dire correspondre concrètement à sa réalité. Le planteur de caféiers maîtrise par le défrichage un pan de forêt et crée en quelque sorte ces plantes qu'il met en culture et qu'il soigne durant des années. Le produit et l'argent qui en est retiré se situent au bout de ce processus créateur. Cette activité productrice créatrice, non seulement entraîne l'émergence d'un contexte matériel correspondant (la plantation), mais elle est le principe de tout le processus d'émergence et d'humanisation de l'univers matériel, le principe de toute la révolution monétaire.

L'exploitation de la palmeraie naturelle est un mode d'activité inadéquat, même lorsqu'est supprimé le portage (cet élément négatif par excellence). En effet, elle se situe dans un milieu non maîtrisé, mais que l'on subit (la forêt) : aucune création d'un terroir, le produit n'est que le résultat de l'action purement destructrice de cueillette. Nous n'insisterons pas sur ces évidences : cette activité n'a rien de créateur, aucun contexte matériel humanisé ne peut sortir d'elle. D'où le caractère artificiel de la consommation, la non-intégration des marchandises et du numéraire. Cette impossibilité, pour l'activité productrice de servir de

principe à l'objectivation d'un univers matériel humanisé rejette en extériorité toutes les manifestations concrètes de l'économie monétaire : la consommation et la production elle-même, qui ne peut que rester dans l'impasse du rapport de force. L'exploitation de la palmeraie sauvage n'a pu surmonter la suppression de la coercition de par la nature même de ce mode d'activité. Il est absolument inutile, par des mesures de hausses de prix ou par des améliorations techniques, d'essayer de sauver cette production qui appartient à un passé qui, espérons-le, est définitivement clos.

III. — OKELATAKA

Nous allons abandonner la perspective historique qui a été la nôtre dans le chapitre II, et pénétrer dans le village, dévoiler sa nature à la date de notre enquête (1960-61). A la conceptualisation dynamique précédente, nous substituons le contact avec le concret immédiat. Malheureusement, nous ne pouvons présenter ici que des résultats très fragmentaires, fondés sur un dépouillement partiel de nos données :

Nous avons fait des séjours de deux semaines à un mois dans des villages en situation différente, espèce d'échantillons représentatifs de l'ensemble nord-congolais.

- 1) Okélataka, premier village qui a accepté le caféier ; l'exploitation du palmier naturel a complètement disparu ;
- 2) Eligossayo, village encore placé dans le cadre de la production de noix de palme, mais une production en pleine crise ;
- 3) Etoro, cas particulier d'un village dont une partie de la population est salariée ;
- 4) Banda, placé à la frontière de la zone inondée de pêche et de la zone agricole, vit essentiellement de l'échange interne de produits vivriers ;
- 5) Enyellé : isolé dans les marécages du nord, ce village-forteresse est, par certains côtés, une survivance des an-

nées trente (production villageoise d'huile commercialisée) ; sa structure est déterminée par la présence de pygmées-esclaves ;

- 6) Enfin, nous avons séjourné dans un certain nombre de ces « fermes » indépendantes, qui représentent une des traductions essentielles de l'introduction du caféier.

Nous ne donnerons dans cet article que les résultats de notre séjour à Okélataka.

Quelle a été notre attitude générale face à ces villages ? S'agit-il de monographies ? Oui, en un certain sens, mais le village n'est pas perçu dès l'abord comme un objet scientifiquement préhensible. Nous avons poursuivi une concrétisation maxima des gens et des choses. Nous débouchons sur une espèce de description de la vie quotidienne dans laquelle se situe l'observateur lui-même.

On peut s'étonner que nous ayons adopté une telle perspective d'enquête dans le cadre d'une étude de développement, il semble que nous nagions singulièrement à contre-courant, une telle enquête exigeant, par définition, une objectivation régionale, une image scientifique (et chiffrée si possible) de la zone. Il y a quand même un problème qui se pose : pourquoi cet échec réitéré, ces dernières années, des enquêtes scientifiques, statistiques, généralement ? Elles exigent de lourds crédits, elles mobilisent de nombreux enquêteurs et se terminent en la publication de rapports chiffrés plus ou moins volumineux qui ne servent à rien, espèce de constructions hégéliennes qui ne satisfont que ceux qui les ont faites. En Afrique Noire, l'échec des sciences humaines scientifiques est indéniable, et ce n'est pas en améliorant les techniques d'enquête, c'est-à-dire en s'enfonçant de plus en plus dans le scientisme, que l'on sortira de l'impasse. Dans les pays industrialisés, le sociologue, membre de l'équipe de l'étude régionale en vue du développement, se situe dans le même contexte que ses collègues. Dans un aspect de sa nature, son objet (la population) correspond à cette réification scientifique dans laquelle fraternisent économistes, pédologues, agronomes, etc. En Afrique sous-développée (non industrialisée), cette correspondance est mise en question : l'objet du sociologue n'a peut-être rien à voir avec la perspective scientifique. Cependant, par

on ne sait quel complexe, il se place dans le même univers que ses collègues, il se coupe alors de la réalité et présente des analyses par trop oniriques.

Comment sortir de l'impasse ? Un seul moyen, semble-t-il : retourner au concret immédiat, reprendre le contact direct avec le village ; dans un deuxième moment, (l'établissement du plan de développement), il faudra établir le rapport entre ce concret villageois et les résultats scientifiques des analyses de l'économie, du pédologue ou du géographe.

Okélataka est un village situé à 40 kms d'Etoumbi (piste pratiquement coupée) et à 80 kms d'Ewo, chef-lieu de la sous-préfecture à laquelle il appartient. Le village compte 124 personnes, soit : 25 adultes masculins (4 célibataires et 21 mariés) ; 52 adultes féminins (36 femmes mariées, 16 non-mariées, 4 jeunes et 12 vieilles et 47 enfants).

L'univers matériel

Okélataka, c'est tout d'abord 65 cases ; la grande majorité d'entre elles sont des habitats classiques de l'époque coloniale du palmier. Basses (1 m 07 de hauteur), recouvertes d'un toit de chaume grossier, elles n'ont qu'une entrée (rarement, une autre porte sur l'arrière, dans le prolongement de celle de devant), pas de fenêtre ; l'armature est un clayonnage de bois léger dans lequel a été coulée de la terre battue.

Parmi ces cases, toutes uniformes, huit exceptions. Huit sont bâties sur un schéma différent du précédent, présentant des variations architecturales importantes. En quoi se différencient-elles de la case ? Elles ont des fenêtres : par pièce, une fenêtre, assez étroite, d'ailleurs. Faut-il donner une quelconque signification à cette apparition de fenêtres ? Les gens à qui nous parlions de ce phénomène le liait invariablement à la sorcellerie. L'absence de fenêtres permettant une protection plus efficace contre les entreprises nocturnes du sorcier, leur présence est le signe d'une certaine désinvolture, plus exactement, d'un défi à l'égard de sa puissance. Le caractère « symbolique » de la fenêtre ressort de l'étroitesse de certaines d'entre elles (20 cm x 20 cm) leur enlevant tout intérêt pratique et du fait que

quelques-unes sont définitivement fermées, recouvertes de planches clouées au mur : timidité dans le défi, retour en arrière ?

La pièce unique de la case a éclaté ; une différenciation organisationnelle simple est à la base du développement du bloc d'habitation. Normalement, le mari et sa ou ses femmes vivent dans des cases séparées, chaque femme ayant son habitat. La mode nouvelle fait cohabiter l'homme et la femme (chacune, cependant, ayant sa chambre ; pas de chambre conjugale commune au sens où nous l'entendons). C'est ainsi que la maison d'une famille monogamique comprendra trois pièces : une salle de séjour (salle à manger au centre) deux chambres de part et d'autre. Reste la cuisine ; dans l'ancien système, la case de la femme sert à la fois de chambre à coucher et de cuisine ; dans le nouveau, soit une petite case-cuisine sera construite derrière la maison d'habitation, soit une pièce de la maison elle-même sera réservée à la cuisine.

Dernière originalité, sur un tout autre plan d'ailleurs : avec ces « maisons », nous sortons du cercle de l'auto-subsistance. Pour leur construction il a été fait appel à un spécialiste : le maçon. Toutes ont deux séries d'éléments qui ont été achetés : — les portes et les fenêtres sont en bois travaillé ; — la toiture est faite de « tuiles de bambou ».

Précisons cet aspect monétaire : il y a deux catégories de fenêtres : 250 francs et 350 francs, et trois de portes : 800, 1 000, 1 500 francs. Par exemple, l'ensemble portes-fenêtres coûtera 5 250 francs au chef de terre Mvouma. Comme il n'y a pas de charpentier au village, les gens d'Okélataka s'adressent à des « étrangers » des villages voisins. Même situation pour les tuiles de bambou : dans toute la région, il n'y a qu'un seul village, Evoura, sur le territoire duquel poussent des bambous adéquats ; les gens de ce village, animés par un milicien en retraite, se sont spécialisés dans la fabrication de ces tuiles qui coûtent 5 francs la pièce ; il en faut 500 à 700 pour recouvrir une maison : soit 2 500 francs à 3 500 francs la toiture. Quant aux murs, ils sont faits en briques de terre cuite (quatre cas) soit en clayonnage de terre battue recouvert d'un crépi égalisateur ; mais la situation est plus complexe,

de par la présence à Okélataka même de deux maçons (Akania et Leboka), qui après avoir servi de longues années dans les centres urbains du Sud, sont revenus s'installer au village. Deux possibilités : ou s'adresser à un maçon étranger et la dépense pour une maison en briques s'élèvera à 10 000 francs et un cabri, ou on loue les services de ces parents que sont obligatoirement Akania et Leboka, et alors on est pris dans un domaine de relations ambiguës qui tient à la fois de l'économie monétaire et de la prestation familiale, de l'échange et du don. Nous retrouverons plus tard ce phénomène essentiel.

Au delà de ces quelques traits généraux communs, ces huit maisons se différencient les une des autres. Une véritable recherche d'originalité, un certain souci esthétique, le propriétaire semble vouloir s'individualiser à travers son habitat. L'uniformité monotone précédente est franchement rejetée. L'une a ses murs extérieurs parcourus de lignes blanches imitant les moellons, l'autre est entourée d'une loggia circulaire pleine de fleurs, une autre présente devant sa porte de petits massifs de fleurs diverses, etc. Nous n'approfondirons pas les détails de la transformation de cet habitat ; cette tendance à isoler chambre à coucher, salle de séjour/salle à manger, cuisine ; ces soucis d'originalité et d'esthétique demanderaient de larges développements. Nous nous contenterons de quelques remarques générales.

Deux traits peuvent caractériser la case de type ancien :

— Elle est strictement individuelle : chacun, homme ou femme, possède son logis personnel, le garçon, dès l'âge de 14-15 ans, édifiera sa propre case, quittant celle de sa mère dans laquelle il a vécu jusque là ;

— Elle ne dépasse pas sa fonction immédiate : protection contre la pluie et lieu de sommeil (Nous verrons ultérieurement que, pour les hommes, elle n'est même pas le lieu du repos).

La maison de la nouvelle mode est construite autour de la famille conjugale — qui tend à vivre sous le même toit (cf. ce bloc d'habitation du mari et de sa ou ses femmes). Ce repliement de la famille conjugale sur elle-même dans un habitat commun s'accompagne d'une séparation à l'égard du monde extérieur ; un élément nouveau apparaît

dans le paysage villageois : la clôture. Deux des maisons nouvelles sont entourées de solides clôtures avec porte d'entrée fermant à clef ; les six autres n'ont que des velléités de clôtures ; des rangées de bâtons fichés en terre, de petits fossés, etc., là encore, on perçoit une sorte de timidité, on ne sait quelle crainte qui tempère le net désir de se séparer matériellement des autres.

Un terroir de plantations de caféiers enserre le village au plus près. Sa diffusion dans le temps s'est effectuée, grossièrement, en deux moments : — de 1955 à 1958, les plantations ont été ouvertes de part et d'autres du village (Est et Ouest), sur les versants de la colline sur laquelle est bâti Okélataka, chacun situant sa plantation derrière sa case personnelle ; — en 1958, le bas-fond marécageux a été atteint et les nouveaux planteurs se sont portés vers le Nord et vers le Sud, le long de la piste Etoumbi-Ewo.

Face aux apports de plants par les Service de l'Agriculture, la réaction des villageois se décompose en deux moments :

— Les arbustes sont plantés aux abords des cases, dans la zone immédiate du village, largement défrichée déjà. Ses sols étant épuisés par les cultures vivrières, le manioc en particulier, les plants ne survivent pas et, en une ou deux années, cette première tentative de mise en culture a disparu ;

— Ce n'est qu'après cet échec (à une deuxième réception de plants) que les villageois font des plantations véritables, c'est-à-dire acceptent de défricher un espace délimité de forêt où la texture du sol est vierge.

Ce processus quelque peu paradoxal est général ; c'est dans ce cadre temporel que les responsables locaux du service d'agriculture organisent leur action, les déchets du premier moment entrant dans la fatalité d'une situation devant laquelle ils sont impuissants. Cette période d'essai pourrait être longuement analysée : sur le plan de l'écologie et des techniques culturelles, il s'agit d'une simple continuation des cultures vivrières ; ces quelques arbustes rabougris autour des cases ne sont nullement révolutionnaires. Ce n'est que dans le deuxième moment que la notion de « plantation » apparaît : cet espace planté isolé, gagné

sur la forêt, soutiendra un village à structure paysanne véritable. Il est frappant de constater que ce n'est que dans ce cadre de la plantation que les améliorations de technique de culture préconisées par les moniteurs administratifs sont acceptées et mises en pratique. Okélataka (et c'est le seul cas que nous ayons rencontré) a surmonté positivement la période d'essai, le premier *planting* s'est développé normalement ; simple question de situation géographique favorable, semble-t-il : un terroir en pente, un sol encore riche, et Okélataka a gagné deux ans sur l'ensemble des villages qui ont reçu les premiers plants en 1955-56.

Aussi le terroir situé aux abords immédiats du village est organisé d'une manière quelque peu ambiguë. Il s'agit de deux vastes zones d'un seul tenant chacune. Deux cas se présentent :

— Les différentes plantations ne sont pas individualisées, pas de frontières matérielles entre elles ; — Ces deux dernières années, quelques clôtures visibles apparaissent : on laisse repousser la végétation sur une largeur d'un mètre, en quelques mois on obtient un véritable mur de frondaison.

Par contre, la plantation ouverte vers le Nord ou vers le Sud est entièrement individualisée, isolée au milieu de la forêt, simple espace défriché, étouffé par le fouillis sylvestre qui cherche perpétuellement à reconquérir le terrain perdu.

D'une manière générale, chaque planteur tend nettement à isoler sa plantation. Dans le cas de la première zone, nous assistons à une réorganisation d'un terroir déjà existant : nous n'entrerons pas dans le jeu complexé des relations interindividuelles qui sous-entendent la présence ou l'absence de clôture. Cependant, père et fils et frères consanguins conservent leurs parcelles d'un seul tenant ; dès que la parenté de deux voisins échappe à la famille élémentaire, la matérialisation de la limite apparaît.

Voici le tableau portant le nombre de caféiers pour les 23 planteurs que compte Okélataka. Il s'agit des arbustes actuellement vivants, avec leur date de mise en culture ; nous n'avons aucune idée des déchets qui durent être importants. Okendza, par exemple, n'a-t-il pas dû abandonner en 1957 sa plantation de 800 pieds !

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	Total 1961
1		150	700	800	460	60	2 170
2	460	450	370	150			1 430
3		355	400	585	70		1 410
4		140	421	600			1 161
5		28	197	116	230	500	1 071
6		140	85	105	307	150	787
7		676					676
8			142	140	320		602
9		100	112	99	270		581
10		99		68	180	212	579
11				168		400	568
12					250	200	450
13					200	224	424
14		260	160				420
15		113	119	78	100		410
16	97	100	85	95	13	10	400
17				275	40	80	395
18				146	80	150	376
19				174		200	374
20		81	265				346
21					120	200	320
22						150	150
23						100	100

On ne peut manquer d'insister sur le contraste juridique existant entre ce terroir de plantations et la forêt sur laquelle il a été conquis.

- La plantation est propriété personnelle du planteur ; l'isolement de la parcelle n'est que concrétisation de la propriété individuelle ;
- La forêt (chez ce peuple de chasseurs que sont les Mbétis) est placée sous un statut de la propriété collective : chaque lignage « possède » de vastes espaces aux frontières parfaitement définies.

L'opposition entre la propriété individuelle de la plantation et la propriété lignagère de la forêt a été mainte fois signalée, c'est un des éléments de base de l'apparition du village paysan.

Dernier élément de cet univers matériel du village : les *objets*. Nous constatons une véritable accumulation de marchandises, c'est-à-dire d'objets obtenus dans le cadre de

l'échange monétaire. Il s'agit soit de biens d'importation de fabrication européenne, soit de produits de l'artisanat local naissant. Pour chacun des ménages (célibataires, hommes ou femmes compris) nous avons fait l'inventaire complet des objets possédés. Pour chacun d'entre eux, nous avons précisé : le prix d'achat, le lieu et la nature du magasin, la propriété dans le ménage. Nous n'avons point encore terminé le dépouillement, fort long, d'un tel inventaire, nous nous contenterons de quelques résultats généraux basés sur la valeur monétaire d'achat.

Deux remarques générales dès l'abord : peu d'importance de la production artisanale qui ne représente que 8,5 % de la valeur monétaire totale ; les dons (non décomptés dans nos calculs) sont négligeables (moins de 1 % de l'ensemble).

Ameublement et literie	11 %	de la valeur monétaire totale des objets possédés.
Vaisselle	18 %	
Vêtements	41 %	
Fusils, bicyclettes et machines à coudre	21 %	
Divers : outils, lampes, valises et cantines	9 %	

L'accumulation de marchandises varie d'une manière considérable d'un ménage à l'autre (1).

(1) Voici par ménage la valeur monétaire globale de l'ensemble des marchandises possédées :

Mboula (2 F. 40 ans)	225 955	Francs C.F.A.
Sanga (3 F. 45 ans)	216 905	»
Mvouma (4 F. 45 ans)	188 060	»
Lendébé (1 F. 40 ans)	132 750	»
Awassa (1 F. 35 ans)	131 555	»
Leboka (3 F. 35 ans)	98 935	»
Ayi (1 F. 45 ans)	73 735	»
Onkouka (1 F. 40 ans)	61 050	»
Bangué (1 F. 28 ans)	32 550	»
Mouellé (2 F. 65 ans)	22 465	»
Ekania (Divorcé 35 ans)	19 550	»
Ossiéma (1 F. 25 ans)	15 600	»
Mouya (1 F. 25 ans)	15 595	»
Otoko (Veuf 23 ans)	15 020	»
Ebenga (2 F. 45 ans)	14 930	»
Akandja (1 F. 40 ans)	9 940	»
Ombandza (Divorcé 25 ans)	7 270	»
Ongoba (Divorcé 40 ans)	5 665	»
Gyika (Célibataire 21 ans)	3 495	»

Ces différences considérables dans la richesse ne peuvent qu'avoir des conséquences importantes sur les rapports interindividuels ; de plus, cette accumulation de pièces de vaisselle et de vêtements (près de 60 % au total) suppose une certaine originalité dans la nature du phénomène de la consommation. Nous retrouverons donc ces marchandises tout au long de notre analyse. Contentons-nous d'une remarque : Une tendance très nette apparaît dans leur statut de propriété : meubles, couvertures, lampes, pièces de vaisselle, tendent de plus en plus à être la propriété collective du groupe conjugal (les habits seuls restent strictement individuels). Elles s'opposent aux objets fabriqués dans le cadre de l'auto-subsistance (nattes, hottes, paniers, meubles divers, filet de chasse, Calebasses de toutes formes, outils, etc...) qui sont la propriété de leur utilisateur.

Habitat, plantations, marchandises ; nous avons fait le tour du contexte matériel d'Okélataka. Quelle conclusion pouvons-nous en tirer ? Nous assistons à un véritable jaillissement de ce contexte matériel et cela est un processus révolutionnaire. Dans le cadre de l'auto-subsistance, le village se réduit à un ensemble de parents, une communauté d'hommes qui se réalise totalement dans le jeu des rapports personnels. L'univers matériel ne dépasse jamais son utilisation directe ; c'est-à-dire, il est déterminé par l'individu, il reste fondu en lui. C'est ainsi que la case disparaît avec la mort de son propriétaire ; la disparition d'un chef entraîne l'annihilation du contexte matériel du village qui va se reconstruire ailleurs. Le village pénétrant dans l'économie monétaire voit sa réalité matérielle se valoriser, devenir autonome : elle a une existence indépendante des individus. Devenues objets d'héritage, maisons et plantations ont une permanence au delà de la mort de leur propriétaire ; les marchandises sont accumulées non pour leur utilité, mais pour leur valeur propre. Myouma, ressentant confusément ce bouleversement dans lequel son village est engagé, nous affirmera : « Un homme meurt, on s'en va, on nettoie bien et Okélataka continue ».

Histoire du caféier

C'est avant tout pour son rôle capital dans l'histoire économique de la cuvette centrale, que nous avons choisi Oké-

lataka comme point d'enquête. C'est en quelque sorte, à partir de ce village que s'est diffusé le caféier : Un immense raz-de-marée qui a tout d'abord recouvert le pays Mbéti, pour submerger en quelques années l'ensemble de la région. L'année 1960 a vu les derniers villages Kouyous ouvrir leurs premières plantations. Okélataka a une valeur de symbole. Nous allons entrer dans le détail de l'introduction du caféier dans cette communauté villageoise.

Okélataka avant 1954

Le village joue à merveille le rôle qui lui est dévolu : on ne peut imaginer élément plus parfait dans le système économique colonial. Pas un incident, pas une velléité de révolte ou d'opposition. Les rapports de tournées des différents administrateurs ne trouvent pas assez de mots élogieux pour souligner le bon esprit, l'obéissance, l'ardeur au travail, la gentillesse et la déférence envers le blanc ou ses représentants. Le chef est obéi, le pays Mbéti est considéré comme le plus facile à administrer et le plus ... productif ; parmi cette servilité, Okélataka surenchérit.

Jusqu'en 1925, ces chasseurs émérites participent à la traite de l'ivoire (qui est, avec la cueillette du caoutchouc, la principale activité de la C.F.H.B.C.). Non seulement, ils font des cultures autour de leur village, mais encore ils partent plusieurs mois en expédition (dirigée par un chasseur européen) dans différentes régions du nord. C'est ainsi que Mvouma, l'actuel chef de terre, ira jusqu'à Gamboma.

En 1925-30, Okélataka passe tout simplement dans le système d'exploitation de la palmeraie naturelle — nous ne reviendrons pas sur ce sujet que nous avons traité dans le chapitre précédent — c'est la période des minima de production, de l'ouverture des routes, des prestations, du Congo-Océan (8 sont partis, 3 sont revenus vivants). Le village ne connaît pas de mouvement d'humeur perceptible. Le poste d'achat de la compagnie est à 20 km, d'où portage important. C'est en 1925 que le village est déplacé sur la piste d'Etoumbi. Le vieil Okélataka, à 5 km dans la forêt, reste le souvenir de l'ancienne société bâtie sur la chasse : c'est, actuellement encore, le point de départ de toutes les parties de chasse, les circuits de la chasse collective au filet

étant les mêmes qu'autrefois. Après la guerre le processus général de libéralisation se concrétise localement sur deux points : — dès 1945, la Compagnie installe une presse à bras et une boutique — supprimant le portage considéré comme le facteur principal de la sous-production ; — en 1952, l'administration ouvre une école primaire (jusqu'au cours élémentaire, 2ème année).

Même entre 1950-1954, période de chute générale de la production villageoise de noix et d'huile, Okélataka continue à être cité en exemple comme étant un des rares villages où la production se maintient.

La plantation collective

En 1954, les Services d'Agriculture décident de lancer le caféier sur l'ensemble du Nord ; le moniteur Dabouka, un Balembé du Sud, est envoyé au pays Mbéti ; il doit organiser dans chaque village une plantation collective. La contradiction, l'anachronisme même de cette action sont évidents : en 1954 le processus de décolonisation est largement avancé ; en particulier, la production se dégage peu à peu de la coercition, et le caféier, qui doit suppléer le palmier naturel, ne peut réussir qu'en s'intégrant franchement dans le contexte nouveau de production volontaire. Cependant, on prend comme structure de base de la nouvelle culture ce collectivisme servile entièrement déterminé par la coercition et le chef despotique (voir chapitre II). L'échec était certain : dans la plupart des villages, le défrichement ne put même pas avoir lieu ; dans les cas les plus favorables, la plantation ne devait pas durer plus d'une année. Partout le même scénario : le moniteur et le chef, faute de moyens de coercition, ne furent pas obéis. Au contraire, à Okélataka, la plantation communale fut, dès l'abord une réussite : 2 ha. furent ouverts, 2 000 à 2 500 pieds de caféiers plantés. Elle devait tenir deux années, ce n'est que durant l'année 1957 qu'elle fut progressivement abandonnée.

Deux questions se posent :

— Pourquoi cette originalité d'Okélataka ? Pourquoi cette réussite locale de la plantation collective alors qu'elle échouait partout ?

— Pourquoi cet échec tardif, quelles en furent les conditions concrètes ?

De par sa situation géographique, nous avons vu qu'Okélataka avait subi les deux exploitations coloniales (ivoire et huile de palme) ; d'où une aliénation quasi totale, une longue habitude de servage qui fait obéir à tous les ordres venus de la superstructure européenne. Placée durant plus d'un demi-siècle dans la situation coloniale, Okélataka était réduite à cette cellule exploitée que le système voulait qu'elle soit, et elle n'était que cela. D'où cette obéissance...

Un autre facteur a joué : Lessassi, le chef, vieillard de 80 ans est le maître du village depuis 1920 ; son âge, son passé lui donnent des pouvoirs occultes très forts, il a su durant toute sa carrière allier au pouvoir qui lui venait des blancs sa puissance de sorcier. Donc Lessassi, « le capita de la plantation », fut obéi. La plantation communale d'Okélataka fut le résultat de l'abrutissement des villageois sur lesquels s'exerçait le pouvoir occulte de Lessassi.

Un seul individu est opposé à la plantation collective, Okendza. C'est un jeune frère (même mère) de Lessassi, ayant actuellement une soixantaine d'années. Il quitte le village en 1930, s'engage comme milicien et sert dans différents postes du Congo, du Gabon et de l'Oubangui-Chari. En 1945, il est mis à la retraite et, comme tant d'autres miliciens, il revient s'installer dans son village natal. Personnage d'une force physique peu commune, au verbe haut et coloré, il entre en conflit avec Lessassi, conflit larvé et somme toute banal qui s'exacerbera et prendra toute son ampleur avec le caféier.

En 1954, non seulement il refuse de participer à la plantation collective, mais il fait une plantation personnelle de 800 pieds ; sa qualité d'ancien milicien lui permet d'obtenir les plants du service d'agriculture. Il se lance dans une violente propagande contre la plantation communale et, indirectement, contre Lessassi qui en est le pivot. Ce conflit, qui précédemment se jouait directement entre deux individus, se déporte sur une réalisation matérielle. En deux ans, Okendza fait éclater la plantation collective ; il n'y aura plus que des plantations individuelles. Lessassi, ne voulant pas se laisser dépasser, se fait ouvrir par les vil-

lagois une plantation individuelle. Sa qualité d'ancien milicien aide considérablement Okendza dans son action : il participe toujours un peu au pouvoir de la superstructure, de plus il est directement encouragé par le leader politique du Nord, Opangault, qui voit dans l'action d'Okendza un double avantage : — par le succès du caféier, il atteint la compagnie ; — par le refus de la plantation communale, il atteint l'administration coloniale.

Enfin, dès l'année 1956, le service d'agriculture reconnaît son échec, et préconise les plantations individuelles. Tout cela ne peut qu'exalter Okendza qui finit par l'emporter. Durant l'année 1957, Okendza déborde le cadre de son village ; il fait des tournées de propagande dans la région, toujours sur le même thème : les plantations individuelles de caféiers ; il devient presque un personnage officiel puisqu'il accompagne Bahouka. Cette année-là, le conflit avec Lessassi devient très violent : ils échangent régulièrement des coups, passons sur les détails. Un incident révélateur cependant : lors d'une chasse collective au filet (les filets enserrant un cercle de forêt de 2 km de diamètre), Okendza est rabatteur, c'est-à-dire pénètre seul dans le cercle pour lever le gibier et l'amener sur le filet. Il est sans arme ; il est attaqué par un gorille ; il appelle ; en vain. Les chasseurs restent silencieux, sans bouger derrière leur filet. Okendza se bat à mains nues ; ce n'est que lorsque les cris ont cessé, c'est-à-dire lorsque Okendza est censé avoir été tué, que les chasseurs pénètrent dans le cercle ; quoique assommé, Okendza est vivant, il ne gardera de l'aventure que d'immenses cicatrices sur tout le corps. On pourrait longuement analyser cet incident (Lessassi n'était pas là) ; ces gens-là voulaient, en quelque sorte, se faire pardonner par le vieux chef d'avoir suivi Okendza sur la question du caféier.

Enfin Okendza s'écroule littéralement durant cette année 1957. Sa plantation de 800 pieds meurt ; il l'avait ouverte sur un sol déjà épuisé par le manioc. Il est ridiculisé et chassé du village ; sa maison est abattue ; il va s'installer avec ses deux femmes et son fils à 1 km d'Okélataka sur la piste d'Etombi où il a recommencé une plantation. Il ne revient pratiquement jamais au village, restant farouchement dans un complet isolement.

Les activités productrices

Les activités agricoles se différencient suivant deux critères : les oppositions Hommes-Femmes, cultures industrielles (caféier) - cultures vivrières. Durant les trois semaines de notre séjour à Okélataka, nous avons suivi quotidiennement l'activité de 16 hommes et de 21 femmes. Voici les résultats moyens sur une semaine :

Cultures	16 hommes	21 femmes	37 pers. actives
	(activité en heures)		
Cultures vivrières (manioc, arachides)	17	252	269
Cultures industrielles (caféiers, cacaoyers)	224	257	481
Total	241	509	750

Pour chacune des personnes actives, nous trouvons une *moyenne générale de 20 heures de travail agricole par semaine*, cette moyenne s'élève à 24 heures pour les femmes, et tombe à 15 heures pour les hommes. Notons que les femmes se partagent également entre les plantations de manioc et celles de caféiers. Enfin, les cultures industrielles occupent 64 % de l'ensemble de la masse des activités. Ce volume de travail agricole apparaît comme très faible ; ce sont là cependant les moyennes les plus élevées que nous ayons rencontrées durant notre enquête.

Décrivons qualitativement ces activités. Ont-elles un encadrement temporel précis ? Pas d'organisation saisonnière au niveau de la durée annuelle. Nous sommes sous l'équateur et les contrastes climatiques sont inexistantes ; la saison sèche en particulier est très peu marquée. Théoriquement, le défrichage a lieu en juillet ; en fait, il est entrepris toute l'année : il en est de même pour le *planting* (vivrier ou caféier) théoriquement fixé en octobre. Quant à la récolte de café, elle s'étale sur toute l'année, avec une très légère pointe en février (époque de notre enquête). Premier résultat de cette situation : les chiffres de moyenne de travail que nous venons de donner sont à peu

près valables pour toute l'année, puisque toutes les périodes sont identiques les unes aux autres. Nous n'avons pas de calendrier agricole, le villageois entreprend les différents moments du cycle cultural quand il veut, simple réaction individuelle nullement motivée par des contraintes extérieures (climatiques en particulier).

Qu'en est-il au niveau de la durée courte, la semaine et la journée ? La semaine est marquée par deux journées de repos « officielles » : le dimanche — observé par tous, qui marque une coupure dans la quotidienneté (on s'habille, par exemple, avec les pagnes neufs) et le samedi, qui est le jour de Tsaka-Tsaka. Tsaka-Tsaka est un prophète qui fit dans le Nord deux tournées spectaculaires de destruction de fétiches ; il devait séjourner trois jours à Okélataka en 1958, et il imposa le samedi comme jour de repos supplémentaire (il voulait que ce soit le vendredi, mais les villageois protestèrent : « le samedi, comme les européens » !). Ce repos du samedi est diversement observé : 6 hommes (24 heures) et 11 femmes (61 heures) ont en moyenne travaillé le samedi. Aucune organisation perceptible du travail hebdomadaire : nous avons trouvé 5 cas de « jours de récolte » et c'est tout. D'une manière générale, le villageois ne sait absolument pas ce qu'il va faire le lendemain. Il n'a pas de projet, pas de plan précis, il ne maîtrise en aucune façon sa semaine agricole. La journée elle-même n'est guère organisée (il est impossible d'entrer dans les détails des résultats de notre enquête). Les hommes partent au travail indifféremment à 6 heures ou à 10 heures, leur retour s'échelonne sur toute la matinée ; d'une manière générale, tout est fini à 12-13 heures. Aucune continuité : il suffit d'une quelconque visite ou d'un léger incident pour que l'on reste à la case et que la journée de travail soit renvoyée ... au lendemain. C'est un spectacle curieux que ces premières heures de la matinée ! Combien de départs avortés : le courageux paysan partant vers sa plantation la matchette à la main et restant au village parce qu'un ami fatigué l'a appelé pour déguster un verre de vin de palme... Cette incohérence, cette discontinuité dans les horaires s'accompagnent d'un mélange paradoxal d'activités : tel va à sa plantation de caféier n° 1, y travaille

une heure, puis part à la chasse, revient deux heures après... bredouille, repart récolter dans sa plantation n° 2 une ou deux heures entrecoupées de retour à la maison et de bavardage ; enfin, vers 15 heures, redépart à la chasse pour un retour vers 17 heures ; la journée est terminée. Nous pourrions multiplier de tels exemples. Les femmes ont une régularité beaucoup plus grande : départ aux champs à 9 heures après la préparation du repas du matin ; elles reviennent entre 14 heures et 16 h. 30 pour pouvoir préparer le repas du soir (18 h.). Nous pouvons percevoir une réorganisation de la journée féminine : de 9 h. à midi, travail dans la plantation de caféiers ; de 12 h. à 16 h., travail dans les plantations de cultures vivrières. Dans nos calculs, nous ne comptons pas le temps des déplacements ; les plantations vivrières peuvent se trouver jusqu'à une heure de marche du village.

Porter un diagnostic sur ces activités dans la durée est difficile : pas de rationalisation dans un projet ; le villageois reste enfermé dans un présent dont il subit les impressions (cela est beaucoup plus vrai des hommes que des femmes ; de plus, il y a des indices d'essai de maîtriser cette durée agricole, nous n'avons pas le temps d'entrer dans les détails). Ce manque de rationalisation ressort des résultats de l'autre volet de notre enquête sur les activités agricoles. A l'étude des horaires et des journées de travail, nous avons ajouté une analyse de l'homme ou de la femme au travail. Il s'agissait d'observer pendant une heure un travailleur à un quelconque moment du processus agricole : minutage très précis des séries gestuelles, structures internes des divers « moments » de cette heure. Première impression : discontinuité ; une femme travaillant dans son champ de manioc en une heure exercera des activités de nature différente : nettoyage, buttage, récolte et cela à plusieurs reprises. L'heure de travail est, de plus, hachée, incohérente. Un homme nettoyant les caféiers se promènera sur une grande superficie sans finir une zone délimitée ; il mélangera, de plus, les moments de nettoyage avec ceux de cueillette. C'est une espèce de travail aveugle, pas de sens du fini ; la récolte du café, par exemple : le récolteur grappille un peu sur tous les arbres, il ne cherche pas à

ramasser tous les grains d'un arbre avant de passer à l'autre ; il veut remplir son récipient et c'est tout. Tout cela peut se résumer en un mot : gaspillage et de force, et de produits. Nous n'insisterons pas là-dessus, quoique nos affirmations demanderaient à être quelque peu tempérées. Cependant, ni dans une organisation quelconque, ni dans leur déroulement propre, ces activités agricoles ne présentent une structure rationnelle interne.

Aussi ces gens travaillent-ils peu et mal. Le sous-emploi et l'inefficacité (absence de productivité) apparaissent comme les deux problèmes essentiels qui se posent à une éventuelle entreprise de développement. Comment mettre les gens au travail ? C'est la question qui est le plus fréquemment soulevée. L'école technique apparaît comme capable de bonifier qualitativement l'activité, mais quel enseignement agricole pourra entraîner les gens à travailler alors qu'ils n'en ont pas envie ? c'est l'impasse qui apparaît insurmontable.

S'il y a une notion ancrée jusqu'à l'évidence dans nos esprits occidentaux, c'est bien celle de « travail » ; prévisions économiques, analyses sociologiques, planifications supposent toujours implicitement que l'individu travaille beaucoup et bien. Cette notion s'écroule en Afrique ; on parle de fainéantise, de passivité ; on se désespère et les plus belles constructions des planificateurs s'écroulent devant l'aimable nonchalance du villageois qui ne semble pas comprendre le rôle qui lui est dévolu dans le jeu du développement économique. Le professeur Dumont affirme crûment (au sujet du paysan mexicain) : « Pourquoi le monde entier accepterait-il la loi, originaire d'Europe occidentale, du travail acharné ? »

Quel est donc, en cette Europe occidentale, le soubassement du travail, d'une manière générale, de l'activité productrice ? Observons un paysan dans le concret de sa pratique. Son activité est intégrée dans un carcan de déterminations extérieures ; il est contraint d'agir suivant des formes sur lesquelles il ne peut rien : cycles des saisons et des cultures, obligations techniques, modalités scientifiques pour chaque culture, etc. Des règles lui sont imposées par le climat, le terrain, ou le produit. Le paysan n'est nul-

lement libre d'agir comme il l'entend : l'agriculture a ses lois qu'il ne peut transgresser ; le schéma de son activité est inscrit hors de lui-même, dans le contexte matériel.

Est-il libre de ne pas travailler ? Il produit généralement pour la vente. La satisfaction de ses besoins élémentaires (nourriture, vêtement, habitat) dépend entièrement de son activité : son intégrité physique est en jeu. S'il a une liberté, c'est celle de mourir de faim ou de froid. Aussi, la base même de l'activité en pays occidental est la contrainte : rationalité inscrite dans les choses, obligation pour survivre. C'est sur elle et en elle que se crée tout le dynamisme du travail, « ce travail acharné ». C'est de cette base que part le processus de dépassement de la consommation physiquement nécessaire (augmentation du niveau de vie) entraînant une activité qui voit augmenter son volume et sa qualité.

Revenons à Okélatoka, plus précisément au travail des plantations de caféiers (qui, pour les hommes, est pratiquement le seul travail agricole). La double contrainte précédemment relevée est inexistante. Nous avons vu que le contexte climatique sans contraste empêchait toute rationalisation de la durée. La nature même de la culture du caféier est particulière. Seul processus rationnel obligatoire : les conditions d'ouverture de la plantation, l'organisation du *planting* et, là, l'initiative ne vient pas du villageois, c'est le moniteur d'agriculture qui dirige les travaux. La plantation une fois ouverte, il n'y a plus qu'à attendre pendant cinq années. Un seul travail : la maintenir propre. Ce n'est d'ailleurs pas une sinécure puisque la forêt tente sans cesse de reconquérir le terrain perdu. Après les cinq premières années, nettoyage et récolte alternent. Tout ce qui trouble cette pratique simpliste, invasion de parasites ou maladie des feuilles, est aussitôt pris en charge par le moniteur. Une précision est à apporter : cette lutte contre la végétation parasite est une contrainte particulièrement forte, mais c'est une contrainte qui n'a rien à voir avec le schéma des obligations du paysan occidental. A longueur d'année, le villageois arrache les herbes, ce qui ne demande aucune technicité particulière, et n'a pour son acteur rien de positif. Le schéma imposé (qui est une articulation de moments d'activité) possède en lui une rationalité positive.

qui permet au paysan de le dépasser, de le bonifier en recherchant une toujours plus grande productivité. D'une manière générale, la production de café n'est qu'une activité de cueillette améliorée ; il n'y a pas ce passage qualitatif à une culture véritablement paysanne.

Autre versant du problème : la consommation. Les besoins vitaux de l'individu se jouent totalement en dehors de cette activité agricole. La nourriture, en particulier, se situe dans le cadre de l'auto-subsistance (plantations vivrières des femmes et chasses). Les vêtements, l'habitat, beaucoup moins contraignants que sous nos climats froids, peuvent aussi rester dans ce circuit de l'auto-consommation.

L'activité du planteur de caféier se place en dehors de toute obligation : pas de corsetage dans un schéma imposé, pas de besoin mettant en question la survie du travailleur. Le planteur de caféiers d'Okélatoka est libre dans le sens le plus plein du terme, et c'est cette liberté qui explique le manque de dynamisme de son activité (ce dynamisme qualitatif et quantitatif). Cette pratique industrielle n'est soutenue que par une consommation monétaire spécifique qui met en jeu, non les besoins vitaux, mais des besoins de prestige. Elle se situe au niveau de la vie collective du village. Nous retrouverons plus tard cette consommation monétaire de nature si particulière. On ne pourra résoudre ce problème de la sous-activité par des exhortations radio-phoniques, ou autres, soit à travailler, soit à consommer des biens d'importation. Une action n'a quelque chance de succès qu'en se plaçant sur deux plans :

— *Introduire la contrainte dans la consommation monétaire* en plaçant au maximum la nourriture dans le circuit de l'argent (cela, en spécialisant des régions dans la production vivrière industrielle, par exemple). La coexistence dans le même village d'un secteur agricole industriel et d'une auto-consommation alimentaire est un « bouchon » freinant tout développement ;

— *Au niveau de la production, diversifier les cultures, dépasser les activités de cueillette* (par définition, passives) de l'exploitation du caféier en les associant à des cultures « paysannes » c'est-à-dire ayant un cycle cultural annuel, exigeant une pratique rationnelle articulée.

Dernières remarques sur ces activités agricoles :

— Une *surproduction de manioc* (chaque femme a trois champs, représentant les plantations de l'année en cours, et des deux années précédentes) ; d'une manière générale les $\frac{2}{3}$ de la récolte pourrissent sur pied. Pourquoi ? Les femmes espèrent pouvoir vendre un jour leur manioc ; cet espoir est entretenu par le fait que le camion de C.F.H.B.C. vient à 20 km de là acheter du manioc pour les manœuvres d'Etoumbi ; peut-être qu'un jour il poussera jusqu'à Oké-lataka. Réaction individualiste de la femme qui cherche à compenser la perte du revenu monétaire personnel qu'elle tirait du concassage des palmistes. Réaction de femmes non intégrées encore dans le groupe conjugal d'exploitation de la plantation industrielle. Remarque symptomatique : cette surproduction est le fait avant tout des femmes âgées, mariées ou non.

— Phénomène révolutionnaire : apparition de petits jardins aux abords des plantations de caféiers (6 cas). Faits par les hommes, ils se caractérisent par une recherche de la diversité des légumes (tomates, concombres, citrouilles, etc...), et par les soins extrêmes dont ils sont entourés ; ils s'accompagnent de petites plantations d'ananas (40 pieds en moyenne). C'est là un détail révélateur : l'homme s'occupe de production agricole vivrière ; c'est une révolution profonde dans le village. Il y a une recherche certaine de productivité, une qualification de l'activité ; enfin, il y a un certain intérêt pour l'amélioration de la nourriture. Tout cela est nouveau et annonce ce village paysan vers lequel tend Oké-lataka.

— Enfin, les étangs à poissons, les tilapias, furent l'objet d'une intense campagne (années 1956-1958) des services d'agriculture, campagne qui devait se solder par un demi-échec. Une demi-douzaine d'étangs existent encore à Oké-lataka, et leurs propriétaires vont régulièrement nourrir les poissons (feuilles de manioc) ; deux même ont une heure précise dans la journée consacrée à cette tâche.

Ici aussi, le bouleversement est important : toujours ce désir d'amélioration de la nourriture : les tilapias, comme les légumes du jardin, ne sont jamais vendus. De plus, il y a un complet changement d'attitude à l'égard des

animaux. Ces chasseurs que sont ces nord-congolais ne perçoivent l'animal que sauvage ; il ne leur viendrait jamais à l'idée de le « nourrir », d'où l'échec spectaculaire des troupeaux de bœufs administratifs qui, placés dans les villages, mouraient littéralement de faim, au milieu de l'indifférence générale. Il y aurait toute une étude à faire sur cette attitude envers les animaux. A Okélataka, on ne peut manquer d'établir une corrélation entre cet élevage de poissons et la présence de deux singes d'agrément qui sont nourris ... et même habillés le dimanche, contraste avec les malheureux chiens étiques qui recherchent leur pitance dans la forêt, premiers symptômes (timides, il faut l'avouer) d'une possibilité d'élevage.

La chasse

Deuxième activité productrice, uniquement masculine : la chasse. Il y a deux types de chasse qui, en aucune matière, ne peuvent être confondus

- La chasse collective au filet ;
- La chasse individuelle au fusil.

Pour les 25 hommes adultes que compte Okélataka, un ou deux chasseurs individuels partent chaque jour (journée de chasse de 6 h. à 17 h., très rarement des petites sorties de 2 ou 3 heures). Quant à la chasse au filet, une par mois, qui compte en moyenne 20 chasseurs. Ainsi dans une semaine théorique, trois heures environ par homme actif sont consacrées à cette activité. La chasse est l'activité traditionnelle des Mbétis ; elle s'oppose en tant que survivance, aux activités agricoles industrielles. Cependant l'introduction du fusil l'a profondément bouleversée ; elle tend, non sans mal d'ailleurs, à s'intégrer dans le circuit monétaire.

La chasse collective au filet

Nous avons suivi une telle chasse, notant tous les détails de son déroulement, surtout essayant de percevoir l'insertion des individus concrets que nous connaissions dans le schéma de cette pratique. Tout le village masculin y participe, sauf deux vieillards, Okendza le paria et un malade. Les adolescents aussi, et c'est l'occasion d'un premier heurt très violent entre ces jeunes gens, qui ne voient aucun

intérêt en l'affaire, et leurs aînés qui sont obligés d'employer la force pour les entraîner dans la forêt. Le départ, les différents moments de la partie, les endroits particuliers sont définis à l'avance, véritable stéréotypie de cette journée. Douze filets de 100 mètres chacun environ, enserrant un cercle de forêt ; un rabatteur entre dans ce cercle avec deux ou trois chiens, et le gibier se jette sur les filets où il est abattu à l'armée blanche. Cinq cercles furent ainsi faits dans la journée, mais rien n'est laissé au hasard : l'emplacement des filets, les lieux d'arrêt, les heures mêmes sont traditionnels en ce sens qu'il s'agit du territoire de chasse sur lequel évoluent les gens d'Okélatoka depuis au moins un siècle. Cette activité est directement reliée avec le passé ; ce n'est qu'à travers lui qu'on peut le comprendre.

C'est au moment du partage (dans un endroit défini, aussi, par les grands-parents) que ressort particulièrement la nature anachronique de cette chasse. Une règle générale symptomatique : la viande ne peut être vendue ; elle doit être consommée au village. Ce partage s'effectue suivant les règles classiques : trois morceaux privilégiés, un pour le rabatteur, un pour le propriétaire de la forêt, un pour celui du filet. Le reste est partagé entre tout le monde suivant les lignages. Le partage est très long (plus d'une heure) et très complexe, donnant lieu non à des disputes, mais à de multiples considérations juridiques ; l'attribution d'un morceau n'est jamais individuelle, mais lignagère. Le morceau devra être partagé entre tous les hommes du lignage, d'où une multiplication du découpage pour le moins incompréhensible.

Cette chasse, par son caractère stéréotypé, reliée aux ancêtres par cette obligation de l'auto-consommation, reste le témoin d'un univers non monétaire. Cependant sa pureté est mise en cause, et cela de deux manières :

— Par la présence d'étrangers au village ; si un d'entre eux attrape un animal quelconque, il le garde tout entier ; aucune redevance, son cas n'est pas prévu.

— Par le fait — et cela est plus important — que certains amènent avec eux leur fusil. Lors de la chasse à laquelle nous assistions, il y eut un espèce de scandale ; un chasseur abattit d'un coup de fusil une antilope dans le cercle. Non

seulement le coupable se fit prendre à partie avec violence, mais encore l'animal ainsi tué ne fut pas partagé avec les autres, mais... vendu.

L'intérêt « productif » de telles parties de chasse est médiocre (pour 30 participants : 1 antilope, 3 gazelles) et n'est en rien comparable à la chasse au fusil. Il s'agit d'une espèce de rite, d'une communion dans le passé qui maintient la cohésion de la communauté villageoise (particulièrement mise en question par l'économie monétaire). Laissons la parole à un des participants : « La chasse au filet, c'est pour tout le village, quand il y a trop de palabre, on part à la chasse ; ce n'est pas comme le fusil, le fusil, ce n'est rien, on est tout seul ».

Chasse individuelle au fusil

Okélataka possède 8 fusils à piston (la plupart d'avant 1930) et 5 calibre 12 modernes. Lessassi possède 2 fusils à piston et un calibre 12 ; deux autres ont un exemplaire de chacune des catégories. En fait, 9 personnes ont une arme à feu. Le produit de cette chasse individuelle est vendu, mais le conflit reste ouvert. Dans le cadre de l'auto-subsistance, l'animal tué n'appartient pas individuellement au chasseur ; il doit satisfaire une série de redevances et ce qui lui reste doit être partagé avec son lignage. Actuellement, le compromis le plus couramment admis est le suivant : l'animal est partagé en deux. Une moitié pour les redevances ; une cuisse (celle sur laquelle l'animal s'est écroulé) va au lignage propriétaire de la terre. Un membre supérieur au lignage de la mère (oncles maternels) ; la moitié du dos enfin au lignage paternel (le père et ses frères). Les bénéficiaires ne peuvent pas vendre les morceaux ainsi reçus.

L'autre moitié de l'animal est vendue par le chasseur. Ce compromis est perpétuellement mis en cause, le chasseur tend à vendre le maximum ; on joue sur la grosseur de l'animal : la gazelle trop petite échappe à ces prestations ; pour l'antilope, le débat est ouvert ; elles ne sont vraiment contraignantes que pour le sanglier et le buffle.

La viande à vendre est portée aux marchés d'Ewo (80 km) et Etoumbi (40 km) soit à l'état frais, soit préalablement fumée et séchée.

Grâce à la bicyclette (il y a 11 bicyclettes à Okélataka), qui permet des transports relativement rapides, on se dirige de plus en plus vers la vente de viande fraîche plus rémunératrice. Pour deux mois, l'argent liquide apporté au village par la vente de la viande de chasse s'élève à 15 600 francs C.F.A., ce qui n'est pas négligeable vu la faiblesse de la circulation monétaire. A remarquer que la propriété individuelle de cet argent tiré de la chasse est sans arrêt mis en cause : il servira surtout pour les prestations diverses (amendes, dettes, etc...) qui mettent en jeu l'ensemble de la famille élargie.

L'argent gagné par la viande de chasse ne réussit que très difficilement à rendre indépendant de la nature intrinsèquement collective de l'animal ; les conflits économiques entre les individus (les jeunes en particulier) qui veulent conserver leur argent pour leur satisfaction personnelle et ceux qui exigent, au nom du lignage, le partage, se jouent beaucoup plus sur cet argent de la chasse que sur celui du café, par exemple.

La circulation monétaire

La consommation monétaire est un des domaines les moins connus de la recherche socio-économique africaine. L'argent est généralement perçu comme le principe moteur de l'éclatement de la « société traditionnelle ». Malheureusement, ce phénomène de pénétration destructrice, maintes fois affirmé, n'a guère été approfondi et, face à la consommation monétaire des villages, nous restons sans prise, situation particulièrement grave ; sur quoi, en effet, appuyer une politique de développement, si ce n'est, d'abord, sur la consommation ? (tout au moins si l'on désire vraiment échapper à l'impasse de la production forcée).

Deux sources de revenu monétaire à Okélataka : la viande de chasse et le café. Les 15 600 francs pour deux mois relevés pendant notre séjour peuvent être, de par la monotonie structurelle de la durée annuelle, élargis aux douze mois. Aussi, 93 600 francs environ proviennent annuellement de la chasse. Quant au revenu tiré du café, il vient juste de commencer (3ème et 4ème années de mise en culture). Il progressera jusqu'à la 8ème année. En 1959, le

café devait rapporter 22 355 francs, en 1960 : 64 835. Enfin, on peut estimer qu'en 1961, le rapport caféier s'élèvera au minimum à 400 000 francs.

Il faut ajouter à ces deux sources d'argent, la masse monétaire représentée par les économies de citadins revenus s'installer au village. Ils ont été quatre (2) :

Essayons de faire une estimation très vague de l'argent reçu à Okélatoka pendant l'année 1960. (Nous ne pouvons connaître les réceptions qui se situent dans le jeu des prestations familiales, ni d'ailleurs les dépenses du même ordre — il y a vraisemblablement équilibre).

— Produit de la chasse	93 600
— Café	64 800
— Palmier	40 000

(il y a eu quelques marchés de palmiste, l'huilerie à bras a fonctionné au ralenti pendant quelques mois)

— Economies des citadins	75 000
— Divers (salaire du manoeuvre de la pépinière, du chef de terre, pension envoyée par un militaire à ses deux femmes)	40 000

Total :	313 400
---------	---------

Cela représente 2 500 francs environ par personne, et 4 100 francs par adulte (Rappelons qu'Okélatoka compte 124 personnes, 47 enfants, 77 adultes, 25 hommes, 48 femmes). Le revenu uniquement cotonnier en République Centrafricaine représentait, en 1959, 5 000 francs par individu.

Cette année 1960 se situe à un moment de baisse maxima du revenu : en effet, le rapport monétaire du palmier naturel disparaît et n'est point encore remplacé par celui du café dont la production commercialisée ne commencera à devenir importante qu'en 1961, année où le revenu par tête dépassera 5 000 francs.

(2) Lendébé, revenu en 1958 ; en février 1961, il lui reste 6 000 francs sur les 45 000 qu'il avait ramenés. — Leboka, revenu également fin 1958 ; il lui reste 13 600 sur 35 000. — Sanga, revenu en mars 1960, 3 500 francs sur 30 000. — Mvoula, arrivé durant notre séjour, représente une soixantaine de milliers de francs.

Nous sommes en présence de deux circuits monétaires :

— Le *circuit commercial normal* : l'argent reçu de l'extérieur servant à l'achat de marchandises (l'échange marchand intérieur - artisanat - produits vivriers est négligeable sur le plan quantitatif) ;

— Le circuit fermé des *prestations familiales*.

Il s'agit de deux phénomènes, qui ne peuvent absolument pas être confondus ; il est curieux de noter que dans les villages qui commencent tout juste à recevoir de l'argent, là où le volume monétaire est très faible, les billets sont concrètement différenciés. Ceux servant aux prestations familiales ne sont point intégrés dans l'échange marchand et réciproquement. Nous avons trouvé cette situation lors d'une enquête antérieure parmi les Pygmées du Cameroun. Ce n'est qu'à partir d'un volume minimum de disponibilités en numéraire que les billets se déconcrétisent et sont perçus à travers leur valeur, indépendante du contexte.

Circuit des prestations familiales

Nous ne pouvons entrer dans les détails de ce domaine difficile d'accès. Quatre rubriques générales :

- Les *dots* oscillent entre 20 et 30 000 francs (marchandises et argent liquide) ;
- Les *remboursements de dots* : en pays mbéti, il n'est remboursé que le volume simple de la dot et non le double comme dans les autres régions nord-congolaises ;
- Les différentes *amendes* du Tribunal coutumier (5 000 francs pour un adultère par exemple) ;
- Les *fêtes* : préparation de la fête elle-même, et dons en argent qui en marquent le processus.

Nous n'avons pu chiffrer ce circuit monétaire : enchevêtrement indescriptible des recettes et des dépenses, impossibilité d'interroger les gens sur ce sujet. Durant notre séjour, les « affaires » en cours étaient les suivantes : 4 dots, 1 remboursement de dot, 2 adultères, il y a eu une levée de deuil qui a fait circuler 35 à 40 000 francs.

Ce médiateur de l'échange marchand qu'est le numéraire se trouve paradoxalement intégré dans un contexte

sociologique de rapports personnels dont l'infrastructure est l'auto-subsistance. Quel est le processus de son mouvement ? La somme est récoltée parmi les différents membres d'une famille et versée à la famille adverse dans laquelle s'effectue une redistribution entre les membres ; l'intermédiaire entre les deux groupes familiaux est un juge ou un quelconque notable. Par exemple, une affaire d'adultère est essentiellement un conflit entre deux familles ; on est frappé par l'inexistence du conflit individuel entre le mari et l'amant ou le mari et sa femme ; l'argent versé efface entièrement l'événement. L'argent pris dans une telle perspective a un double caractère : — Il est en quelque sorte fondu dans le groupe familial. — Sa circulation est liée aux rapports entre deux personnes.

Une fête est une lutte de prestige entre familles : les dépenses de la famille qui reçoit l'affirment vis-à-vis de ses invités. Dans le cérémonial, l'argent joue un grand rôle : il doit sortir, on l'exhibe, il est l'élément central de la parade. La fête accentue la nature collective de l'argent. Dans la dot ou les amendes, c'est beaucoup plus ambigu : la dot est l'établissement d'un lien durable entre le mari et la femme, mais l'un et l'autre, par l'argent familial en cause, sont, avant d'être des individus, les membres d'une famille. L'argent isole le rapport conjugal, il tend à le séparer des deux individus en cause, pour lui donner une réalité collective familiale indépendante à laquelle les acteurs sont soumis.

L'argent, médiateur entre l'activité productrice et la marchandise, se trouve ainsi bloqué dans un rôle qui n'a rien à voir avec sa nature. Une question ne peut manquer de se poser : comment l'argent s'est-il trouvé intégré de cette manière dans le jeu des rapports individuels ? Durant la période coloniale, le chef administratif possédait le pouvoir juridique et disposait de la plus grande partie du volume monétaire circulant dans le village. Ne pouvant intérioriser son personnage dans le système lignager, anti-despotique de nature, il imposa le règlement monétaire des rapports personnels. Par son intervention directe dans ces affaires, il se créa une « clientèle », il imposa son pouvoir personnel aux groupes familiaux, d'où la lutte des chefs

contre des objets symboliques traditionnels (anneaux, fers de lance, etc...) qui intervenaient jusqu'à ces dernières années, conjointement avec l'argent, dans le règlement de ces rapports interindividuels.

L'argent apparaît comme un élément transformant profondément le groupe familial. L'argent, en lui-même, est totalement indépendant de cet univers particulier des rapports personnels. Il peut être obtenu, en dehors de lui, par l'activité productrice individuelle. Or le groupe familial est construit sur le statut des personnes (fonctions spéciales ou âge) et les rapports interindividuels dépendant de ce jeu des statuts. Or c'est l'argent, réalité autonome, qui est le ciment de ces rapports, d'où il résulte que ce jeu entre personnes est brisé. A l'intérieur du groupe familial, c'est la richesse qui déterminera les liens personnels : dans la phase de collecte familiale, c'est celui qui a le plus d'argent qui donnera le plus.

Un conflit violent est actuellement en cours dans la phase de redistribution : celui qui est le plus riche veut obtenir le plus, en proportion de ses capacités de donner. Système révélateur : toutes ces collectes et distributions monétaires donnent lieu à des listes écrites sur lesquelles s'engagent d'interminables discussions. Aussi les citadins revenus au village avec quelques économies tendent, dans cette optique, à maîtriser le groupe familial, à exercer un pouvoir sur ses membres : ainsi 90 % des économies des citadins ont été dépensées dans le cadre de ces prestations familiales.

Rôle de cet argent : dénaturation du groupe familial qui se bâtit sur la richesse. Bien plus, l'aspect monétaire du rapport personnel peut être réglé directement par l'individu en cause, d'où une véritable liquidation de la réalité collective familiale. C'est ce à quoi nous assistons dans le processus dotal à Okélataka : le jeune homme cherche à régler par lui-même les sommes qui lui sont demandées, d'où la longueur (5-6 ans) du phénomène, mais aussi sa transformation : l'individu se libère de sa propre famille, mais il se retrouve seul devant les exigences de la famille de sa femme, et ces exigences augmentent à mesure que l'individu se libère de son cadre familial. Pourquoi ? Une dot est une espèce de rapport de force entre deux groupes ; on

finit par s'entendre sur une somme. L'individu peut ne voir jamais la fin de sa dette : les exigences lui sont sans cesse renouvelées. Attisées parfois (nous en avons relevé de nombreux exemples) par les interventions auprès de la famille de la femme des vieux de celle du jeune homme qui voient d'un très mauvais œil sa tentative de leur échapper.

L'enjeu essentiel de ce circuit monétaire serait :

- La dénaturation complète du groupe familial l'organisant par rapport à la richesse ;
- La négation du groupe lui-même par la possibilité qu'a l'individu de se passer de l'aide de ses parents pour régler l'élément monétaire de ses rapports avec les autres.

Par rapport au développement économique, quel jugement peut-on porter sur ce phénomène ? Une condamnation tout d'abord : il s'agit d'une masse d'argent improductive détournée de sa vocation économique. L'investissement individuel est rendu impossible ; l'épargne de chacun se perd dans cet univers des rapports personnels. En soi, ces prestations familiales sont un élément entièrement négatif ; elles jouent cependant un rôle indirect dans la dynamique économique : par la réaction hostile de l'individu qui, voulant se couper de sa famille, est obligé de multiplier ses activités productrices, c'est l'élément moteur du travail d'un grand nombre de jeunes gens aux prises avec le scénario dotal. C'est par eux d'ailleurs que s'écroulera le système. Coupés de leur famille, en butte aux exigences toujours insatisfaites de la famille adverse, possédant de plus en plus d'argent qui les enferme dans leur individualité, ils finiront par se couper entièrement du système et refuseront tout l'aspect économique de la vie de relations personnelles. C'est ce qui se passe parmi les hautes catégories de fonctionnaires citadins.

Il ne s'agit là que de réactions individuelles ; ce jeu de prestations ne disparaîtra qu'avec la société de rapports personnels dans lequel il se situe, laquelle est liée à l'auto-subsistance. Réduire au maximum le secteur villageois d'auto-subsistance, intégrer en particulier la nourriture dans le circuit monétaire, fera apparaître un type de villageois entièrement libéré de la famille et capable de l'épargne

et du réinvestissement. Pédagogie ou législation seront impuissantes tant qu'existera la racine du mal : l'auto-subsistance.

Le circuit monétaire marchand

La vie matérielle villageoise a une structure mixte :

- L'auto-subsistance (la nourriture principalement) ;
- L'échange marchand (cette accumulation de biens durables d'importation dont nous avons précédemment fait l'inventaire).

Cette qualité donne à la consommation monétaire sa spécificité, son originalité fondamentale. La connaissance du rapport proportionnel entre l'auto-subsistance et l'échange marchand serait essentielle : il eût fallu organiser une vaste enquête statistique ; elle nous aurait dévoilé le dynamisme qui, inexorablement, restreint le secteur d'auto-subsistance qui ne disparaît complètement que chez les hauts fonctionnaires des centres urbains et chez les ouvriers agricoles immigrés des plantations industrielles (Etoumbi, Lebango, Ouesso). Nous allons analyser très schématiquement l'opposition entre les ménages à vie matérielle entièrement monétarisée et ceux à structure mixte. Lorsque le ménage est totalement plongé dans le cadre de l'économie marchande, la survie même des individus est mise en question dans l'échange monétaire ; il s'agit de ces besoins incompressibles dont la non-satisfaction entraîne l'élimination physique. C'est une contrainte à laquelle on ne peut échapper et ce fond de contrainte marque tous les aspects de la consommation. Dans le Nord Congo, c'est la nourriture qui, quasi seule, met en cause la survie (et non, comme en Europe, les trois facteurs : nourriture, vêtement, habitat). Prenons le budget du manœuvre d'Etoumbi : 60 % des 3 000 francs qu'il gagne mensuellement sont dépensés en achat de nourriture (d'ailleurs, il se nourrit fort mal, à la limite du minimum calorique ; malheureusement nulle enquête de nutrition ne donne des précisions). S'il veut survivre, ce manœuvre doit obtenir de l'argent par son travail ; il n'est absolument pas libre dans son rôle productif ; il ne peut rester indifférent face à son salaire et aux possibilités d'achat qu'il lui ouvre, car son existence

physique, avec celle de sa famille, entre en jeu. Le villageois d'Okélataka se trouve dans une situation tout à fait différente : la nourriture est obtenue dans le cadre de l'auto-subsistance, l'argent est absent de ce secteur ; ainsi, la contrainte est absente de son univers marchand, il est libre face à sa production, à ses disponibilités financières, à son pouvoir d'achat qui sont en quelque sorte imprégnés de gratuité. Un tel contraste rend l'assimilation entre ces deux types d'économie familiale absolument impossible.

Budget du manœuvre et du villageois ont en commun une consommation monétaire de biens d'importation et de produits de l'artisanat local (40 % des dépenses du manœuvre, 100 % de celles du villageois). La comparaison des séries de choix, l'éventail des achats révèlent deux tendances générales : à travers la marchandise : le manœuvre recherche le confort, le bien-être ; le villageois, la « parade ». Les dépenses d'ameublement, par exemple, sont beaucoup plus importantes chez le premier que chez le second ; le manœuvre ne connaît pas l'accumulation des pièces de vaisselle qui est un des pivots de la consommation monétaire villageoise, etc.

Ces biens durables de l'économie du manœuvre ne doivent être perçus que situés dans l'ensemble de la consommation monétaire formant une totalité ; cette structure à double face (nourriture et biens durables) est foncièrement différente d'une consommation monétaire qui épuise sa réalité avec les seconds seulement. En fait, la consommation des biens durables est, en partie tout au moins, déterminée par la nourriture. La nourriture-marchandise introduit deux thèmes qui marquent indélébilement l'ensemble de la consommation monétaire :

- Entre l'individu et la nourriture qui est absorbée, il s'établit un rapport direct, correspondance entre le besoin individuel et la nature même de cette nourriture ;
- La nourriture-marchandise, réalité structurellement autonome, est vitalemment nécessaire ; d'où une obsession du manque née de cette séparation d'avec la source de vie, source du principe d'un dynamisme à l'intérieur d'une consommation qui cherche à se dépasser perpétuellement pour combler une peur jamais affacée.

On retrouve ces mêmes thèmes dans l'ensemble de la consommation monétaire : entre toute marchandise et l'individu s'établit un rapport direct. Dans le cas particulier des biens durables, il se marque dans la réalité d'usage des dits objets ; il se joue dans leur utilisation même. De même, cette consommation monétaire toute entière est prise dans cette tension de dépassement continu ; c'est alors qu'apparaissent les notions d'« élévation » de niveau de vie, de « recherche » du confort matériel, etc. Dans le cadre d'une telle consommation (un fond de contrainte, celle des besoins incompressibles) s'établissent les liaisons mécaniques essentielles de la socio-économie. Par exemple, les prévisions de développement peuvent être établies de par la corrélation entre activité productrice et consommation : prévisions politico-sociales avec celle des salaires (pouvoir d'achat), pression syndicale, etc...

A Okélatoka, la consommation monétaire est amputée du secteur nourriture, réduite aux biens durables ; elle n'a plus ce fond de contrainte déterminant l'aspect précédemment exposé (qui n'est qu'un de ses aspects ; nous avons outrageusement schématisé pour faire ressortir l'originalité de la consommation monétaire d'Okélatoka). Élément de la consommation précédente, le rapport direct entre la marchandise et l'individu, c'est-à-dire la forme de la marchandise, est en corrélation avec l'individu qui recherche en elle son confort en l'utilisant.

Quelle est l'attitude des villageois face aux biens durables ? Ce rapport direct s'établit-il ? Il y a deux moments parfaitement définis :

- Lorsque la richesse de biens est faible, il y a simple accumulation dans les valises et cantines de pièces de vaisselle surtout, puis de vêtements. Le trésor est « sorti » exceptionnellement pour être montré : les pièces de vaisselle étalées sur de grands paniers plats devant la maison, les habits pendus sur un fil de fer installé à cet effet toujours devant la maison. Mais il n'y a pas d'utilisation directe, on ne fait pas usage de ces objets.
- A un degré supérieur d'accumulation, ces marchandises commencent, timidement, à être utilisées : les assiettes, apparaissent sur les tables, les vêtements sont portés

(on achètera surtout des pantalons, des chemises, des robes et non plus les « pièces » c'est-à-dire ces morceaux d'étoffe non taillée qui ne se transformeront jamais en vêtement). C'est le moment aussi où l'habit est amélioré et où l'on s'intéresse à l'ameublement. Ces deux étapes dans le processus de consommation sont clairement marquées : la ligne de démarcation passe environ par la moitié de la population.

Cette utilisation tardive de la marchandise reste secondaire ; l'usage est un épiphénomène provenant de la nature de ces objets d'importation fabriqués en Europe dans le cadre d'une économie entièrement monétarisée tendue vers l'utilisation. A Okélatoka, celui qui fait usage d'assiettes le proclame bien haut, ouvre largement les portes de sa maison pour que tout le village le voit manger ; il se donne en spectacle ; utiliser une fourchette pour les commodités qu'un tel instrument peut introduire dans le repas n'a aucune signification. C'est ainsi que, sous ce climat équatorial, nous avons pu rencontrer un villageois étouffant sous un chaud manteau d'hiver, spectacle incongru que l'on chercherait en vain chez les manœuvres d'Étoubi où il n'y a jamais une telle inadaptation de l'usage. Précédemment, la contrainte des besoins vitaux bâtissait l'économie monétaire d'une part, sur la liaison entre l'individu et la forme de l'objet (l'usage) d'autre part, sur un dynamisme intense de dépassement ou, plus exactement, sur le rapport de ces deux facteurs. A Okélatoka, la consommation monétaire est totalement déterminée par les rapports interindividuels. Il s'agit d'une consommation ostentatoire, la *conspicuous consumption* de T. Veblen. Nous n'avons pas les éléments suffisants pour en découvrir la spécificité.

Que devient la marchandise ? Comme nous venons de le voir, sa réalité d'usage n'est que contingente, sa forme n'a aucune importance ; des coquillages feraient aussi bien l'affaire. Il ne lui reste que sa réalité théorique de marchandise qu'elle tire de sa valeur monétaire. Elle est tronquée de sa forme. N'importe quoi pourrait être acheté ; ce qui importe, c'est l'accumulation d'objets d'importation. Le rapport entre une telle marchandise et son possesseur

est extérieur ou, plus exactement, artificiel. Ce qui est premier, ce sont les relations de l'individu avec les autres, la marchandise n'est que le support matériel de ces relations. La situation est en quelque sorte renversée : précédemment, il y avait l'usage et le prestige que l'on pouvait tirer de cette marchandise passait par l'usage, la marchandise était une réalité ambiguë, deux faces dialectiquement en rapport : intériorité dans l'usage individuel d'abord, extériorité dans le prestige tiré de sa possession ensuite. A Okélatoka, la marchandise n'est plus qu'une réalité entièrement extérieure. La consommation est qualitativement indifférente : il s'agit d'une accumulation, n'importe quoi ayant une valeur pour le groupe peut être accumulé. La qualité des objets n'a aucune importance ; il n'y a rien à attendre d'une amélioration de l'éventail des objets présentés aux villageois. D'autre part, cette extériorité de la marchandise par rapport à l'individu provoque une discontinuité entre la production agricole industrielle et cette consommation ; il n'y a plus cette structure individuelle de base entre l'activité productrice, l'argent - les marchandises, qui permet la liaison mécanique entre production - consommation, la seconde conditionnant la première. Cette consommation monétaire ne s'est pas intériorisée, elle n'est qu'un placage quelque peu gratuit.

Dans un tel contexte la consommation est un élément secondaire dans la dynamique de développement (3).

(3) Voici, à titre indicatif, quelques prix relevés dans les boutiques C.F.H.B.C. :

boîte de sardines à l'huile	40 francs
kilo de sel	20 »
litre de pétrole	35 »
savon	100 »
bouteille de bière	110 »
kilo de sucre	110 »
lampe-tempête	400 »
pantalon	960 »
short	350 »
chemisette	350 »
couverture	de 450 à 900
pièce d'étoffe	1 000 »
assiette	250 »
casserole	490 »
paquet de cigarettes	50 »
boîte d'allumettes	10 »

Investigation psycho-sociologique

Nous nous sommes trouvé devant un problème méthodologique ardu : nous avons déjà expérimenté le système classique du questionnaire d'opinions et nous n'en avions guère été satisfait. L'obstacle de la langue rend cette démarche vaine : même la connaissance du lingala ne suffit pas, les villageois ne s'expriment vraiment qu'en leur langue tribale (il y en a une quinzaine dans le Nord Congo). D'autre part, l'attitude même des sujets face au « questionnaire » était pour le moins inquiétante. A supposer que toute méfiance ait disparu devant un européen posant des questions, armé d'un papier et d'un crayon (spectacle incongru s'il en est dans un village), la forme du questionnaire semblait inadéquate. Exprimer son « opinion », c'est avant tout établir une dualité entre la pensée et l'expression, c'est en quelque sorte fixer la pensée dans des mots. Cette fixation en mots est un processus qui s'établit dans la lecture et l'écriture ; or nos villageois sont illettrés ; la parole est un déroulement qu'il ne faut pas arrêter ; c'est dans son accumulation qu'elle trouve sa signification profonde. Il y aurait toute une étude à faire sur l'art de la parole, sur cette pensée uniquement parlée, non fixée par l'écriture et la lecture. D'une manière générale notre questionnaire d'opinions classique nous entraîne dans une impasse.

Qu'avons-nous fait ? Nous nous sommes essentiellement servi d'un magnétophone. Nous avons ramené trois séries de documents :

- 1) Nous organisons plusieurs *réunions de groupe* autour du magnétophone ; comme dans toute réunion villageoise, il y avait peu de discussions, chacun faisant un monologue. Sans que nous ayons à le dire, le magnétophone était perçu comme un moyen de relation avec la société globale (le gouvernement, les ministres, les européens, etc.). De cette manière, nous avons obtenu la perception qu'ont les villageois de cette superstructure, de son action, de leur situation face à elle. Nous n'intervenions pratiquement jamais ;
- 2) Nous avons obtenu aussi une série de *véritables dialogues* : les gens venaient volontairement me demander

de mettre le magnétophone à leur disposition et, là, ils réglèrent leurs conflits fondamentaux sous prétexte de jeu. Dans ces cas, nous quittions la place ;

- 3) Enfin, nous avons enregistré directement des conversations, des incidents de toute sorte.

Chacune des bandes magnétiques enregistrées était traduite phrase par phrase, travail fastidieux mais particulièrement productif. A travers ces divers documents apparaît l'ensemble de l'univers psycho-sociologique où évoluent ces nord-congolais ; la comparaison entre celui des manœuvres d'Etoumbi et celui des villageois est particulièrement révélatrice.

Nous n'avons pu dépouiller ces résultats, mais à titre d'exemple, nous présentons des extraits du monologue d'un villageois d'Okélataka.

« C'est moi C. O. qui parle, nous les gens du Moyen Congo nous parlons d'une même affaire ; il n'y a qu'une seule parole : nous voulons que beaucoup de blancs viennent dans notre pays. Autrefois comme aujourd'hui on ne trouve pas de blanc ; nous voulons qu'il y ait de nombreux blancs dans notre pays. A Mossaka, Leboko, Kouyou-Gandza, Fort-Rousset il n'y a pas de commerçants, il n'y a que la C.F.H.B.C. — Il n'y a pas de blanc, il n'y a que le seul Trechot (4) — Pourtant la rivière d'Etoumbi est assez large pour que les blancs puissent venir en grand nombre. Nous possédons beaucoup de produits, pourquoi les blancs ne viennent-ils pas travailler dans notre pays ? Il faut que les blancs de commerce viennent. Dans l'eau nous avons des poissons, du bois dans la forêt, du gibier, des oiseaux. Dans les autres pays, ils ont du mil, du coton, du riz, nous aussi nous avons ici ces mêmes choses, ils ont eux des blancs, pourquoi n'en avons-nous pas ? Cette affaire nous remplit de colère. Opangault (5) et Youlou (6) nous ont dit de voter, et jusqu'à aujourd'hui nous n'avons rien reçu de bon. Nous avons beaucoup voté. Toujours nous disons « les blancs vont venir ». Quand

- (4) Trechot est le nom du fondateur de la C.F.H.B.C. Arrivé dans le Nord-Congo en 1894, il en a été le personnage principal jusqu'à sa mort en 1938. Les villageois continuent à donner son nom à sa Compagnie.
- (5) Opangault, Vice-Président de la République, leader incontesté du Nord.
- (6) Youlou, Président de la République, leader des bacongos du sud. L'antagonisme politique exacerbé (émeutes de Brazzaville en février 1959) entre le Nord et le Sud tend à s'atténuer depuis la réconciliation, en 1960, des deux leaders.

donc vont-ils venir ? Voilà deux mois que la bonne année est passée, nous croyions qu'ils viendraient pour la bonne année, la bonne année est passée et les blancs ne viennent pas. Vous nous trompez, nous voulons que les blancs viennent en grand nombre, la Trechot qui est seule, nous fait souffrir, il faut que les autres viennent. Si nous apportons des choses, la C.F.H.B.C. ne veut pas acheter ; elle dit : « si je ne veux pas acheter, où trouveront-ils d'autres commerçants pour acheter leurs produits, ce sont maintenant ses esclaves ! » Il se moque de nous, nous ne voulons plus que Trechot travaille dans notre pays. Ici nous avons du cacao, du café, du riz, des arachides, du maïs, des ignames et nous n'avons pas de blancs tandis que les autres pays qui ont ces choses ont des blancs. Que les blancs viennent voir de près. Nous avons des éléphants, des buffles... nous pouvons ramasser beaucoup d'argent avec toutes ces choses. Nous tuons du gibier, et on le mange avec la bouche, on ne le vend pas parce qu'il n'y a pas de blanc. Dans les autres pays, ils ont des bateaux, des camions, des trains. Nous n'avons qu'un seul bateau qui vient de temps en temps à Etoumbi et qui ne veut pas amener nos produits à Brazzaville. Brazzaville est loin, nous ne savons pas payer ; où peut-on trouver les 5 000 francs du passage en bateau ? En camion, c'est 3 000, plus les bagages. Un cabri, c'est 500, un fusil de Brazzaville ici pour le ticket du camion, c'est 1 000. Nous n'avons pas d'argent, où peut-on trouver cet argent pour payer le ticket de toutes ces choses ? Envoyez des blancs ; quand ils seront ici, nous pourrions leur vendre nos choses. Nous parlons surtout à Opangault : ce sont Opangault et Tchikaya (7) qui ont commencé la politique ; Tchikaya est mort, il ne reste qu'Opangault et Youlou qui jouent toujours la politique. Ils ont fait la politique en disant que les blancs viendront en grand nombre : « les blancs viendront, ils viendront ». Toi, Opangault, toi, Youlou, s'ils ne viennent pas, s'il y a encore un vote, nous ne voterons plus, la politique nous fatigue. On est toujours dans l'obscurité, on n'a pas d'hôpital, pas de Cours Moyen ; pour le C.M., nos enfants s'en vont à Ewo ; là-bas ils n'ont pas de soutien et ils reviennent tous au village à cause de la faim. La fondation de l'école est en 1951, et jusqu'en 1961 nous n'avons pas encore eu d'enfants lettrés. Quand aurons-nous des lettrés ? Quand les blancs viendront chez nous, nous n'aurons pas de lettrés, ce sera une grande honte pour nous. Si nous avions un Cours Moyen, nos enfants ne partiraient plus au loin, ils seraient au village, ils ne seraient plus en famine. Okélataka est un grand village ; nous avons une pépinière de café, des mandariniers, des cocotiers, des avocatiers, des papayers. Ces

(7) Tchikaya, premier homme politique congolais, député à l'Assemblée Nationale française, mort en 1961, célèbre pour avoir exclusivement favorisé sa région d'origine (Pointe-Noire) et son ethnie, les Vilis.

choses, nous les mangeons avec la bouche et ce n'est pas bien. Le Gouvernement nous a refusé, nous sommes en colère contre lui. Nous travaillons beaucoup, nous mettons au monde des enfants qui vont à l'école, et pas d'hôpital pour les soigner. On a beau souffrir pour les nourrir et les habiller, nos enfants ne nous le rendent pas, ils n'ont pas de travail, ils sont toujours au village, et nous, les parents, nous avons honte. Pourquoi les parents mettent au monde des enfants ? pour que l'enfant aille à l'école et sorte fonctionnaire. Là, le papa et la maman seront joyeux, mais nous, nous mettons des enfants au monde qui ne rapportent absolument rien ; ils restent au village. Opangault, Youlou, c'est une affaire importante, si l'on part en service, vous dites qu'on se sauve du village.

Le Gouvernement n'est pas bon, on ne veut pas lui obéir et revenir au village en quittant le service ; en service, on travaille, le gouvernement paye celui qui a trois enfants, *le gouvernement paye ses enfants* (8). Pendant la fête de l'Indépendance, *le gouvernement a donné 1 500 francs* (9) à ceux qui travaillent. Et nous, alors, qui sommes au village ? Pourquoi le Gouvernement ne nous a pas donné cet argent ? La politique est du mensonge. Celui qui travaille pour les blancs, on le paye ; s'il a un enfant, on lui paye cet enfant ; pour l'Indépendance le Gouvernement lui donne 1 500 francs. Nous qui sommes au village, nous travaillons les routes, n'est-ce pas un grand travail ? Payer l'impôt n'est-il pas un travail ? Pourquoi le Gouvernement ne nous a-t-il pas donné cet argent ? Nous avons cru que la politique était une bonne chose parce que le blanc et le noir sont maintenant des frères ; ils mangent à la même place, boivent dans le même verre. Mais la politique n'est pas encore améliorée, il faut maintenant enrichir notre pays et pour cela il faut beaucoup de blancs. Faites sortir les travaux à Okelataka ; il faut 5 blancs. L'un fait un travail, l'autre un travail, l'autre un travail.

Nous travaillons le café : pas de résultat. Ce travail nous fait beaucoup souffrir et *nous sommes en colère car le café pourrait dans nos maisons* (10). Nous ne voulons plus cueillir ; on le cueille,

(8) Allusion aux allocations familiales qui commencent à être concrètement perçues par les salariés du Nord Congo.

(9) Allusion aux primes que les entreprises ont été obligées par le Gouvernement de verser à leurs employés lors des fêtes de l'Indépendance.

Ces deux mesures de faveur envers les salariés ont été ressenties comme une discrimination incompréhensible par les villageois. La coupure que l'on peut constater entre le village et l'élite au pouvoir a été fortement accentuée par cette discrimination.

(10) Il n'y a qu'un marché annuel de café en juillet-août, comme la cueillette, de par la monotonie climatique, s'effectue toute l'année, il y a engorgement de produits et découragement.

on le fait sécher au soleil, et on ne vient pas l'acheter ; plus de sacs pour le mettre, si on demande à Trechot de nous vendre des sacs, elle ne veut pas. Le café est mûr dans les champs et nous manquons de sac pour le mettre. Que peut-on faire ? Dans ce travail du café, on n'a pas de brouette pour pousser les herbes. Il faut que les blancs du café comme l'ingénieur nous envoient des sécateurs pour qu'on taille les branches du caféier. Les ingénieurs et les conducteurs nous ont dit : « travaillez le café, on vous paiera les plantes de caféiers » ; jusqu'à aujourd'hui, on ne les paye pas. Quand vont-ils payer ? Nous sommes fatigués de cette politique, le kilo de café ne vaut que 35 francs. Nous voulons qu'un kilo de café soit au début 100 francs, la deuxième fois 150, troisième vente 200 et ainsi de suite. Comme les blancs, en France, à la nouvelle année, on augmente toujours le prix des choses ; qu'ici on fasse pareil : 1961 le kilo à 100 francs, en 1962, 150 ; en 1963, 250. Si vous ne voulez pas, nous appelons le commerçant noir qui est à Ewo et nous tous, au village, nous lui louons son camion, nous y mettons nos sacs de café, et nous partons, nous-mêmes, à Brazzaville.

C'est à toi, Opangault, que je parle ; nous n'avons connu Youlou que d'après toi. Mais comme Tchikaya : quand il était député, il envoyait les enfants Loango, Vilis, Cabinda en France pour suivre de grandes études. Dans notre pays il n'y a pas d'école ; toi, Opangault, tu dois faire ce que Tchikaya faisait dans son pays. Lorsque Youlou a été élu dans les terres de Kinkala, Boko, Mouyoundzi, Pangala, leurs affaires se sont bien arrangées ; leurs routes sont goudronnées, les ponts construits en dur. Quand nos ponts seront-ils en dur, quand nos routes seront-elles goudronnées ? On dit que nous sommes dans l'indépendance, qu'est-ce que l'indépendance ? L'indépendance c'est pour les fonctionnaires et les grandes villes, c'est pas pour nous, les gens du village. Nous ne voulons plus entendre ces paroles. »

Les rapports marchands

L'entrée de fermes isolées, nombreuses dans la région (malheureusement le cadre de notre étude actuelle ne nous permet pas d'analyser ce phénomène pour lui-même), porte une pancarte indiquant le nom du propriétaire et la mention en gros caractères « Planteur-commerçant ». Ces fermiers, pour la plupart des citadins qui n'ont point voulu se réinstaller dans leurs villages d'origine, représentent l'élément de pointe de la révolution paysanne. Coupés du village, ils se replient avec leur groupe conjugal sur l'exploitation

agricole qu'ils ont montée. Tous, dès la première vente de produits, organisent un petit commerce, médiocre généralement : quelques pièces d'étoffe dans les cas les plus favorables, du savon, des boîtes d'allumettes, des objets de mercerie. Ces fermes sont de véritables défis à l'environnement villageois : les clôtures solides, les maisons confortables, un ameublement européenisé, une occidentalisation dans la manière de se vêtir et de manger, autant d'éléments d'une coupure orgueilleuse. Cette coupure se parfait, atteint sa pleine réalisation, pourrait-on dire, lorsque le fermier établit des rapports commerciaux avec les villageois. Il ne s'agit pas de la poursuite d'un profit qui est inexistant ; c'est une manière de se rejeter sciemment hors de la communauté, une affirmation de son indépendance. Les petits étalages de fortune rencontrés devant les fermes représentent une manifestation du conflit essentiel introduit par l'économie monétaire, conflit qui est la substance même de cette réalité humaine.

Ces fermes sont le fait de citadins revenus à la vie rurale ; quelle place occupent les citadins à Okélataka ? Il est nécessaire de tenir compte tout d'abord du facteur âge : quatre catégories masculines nettement tranchées :

1) Les vieux (plus de 60 ans)	2
2) Les adultes (moyenne 42 ans)	14
3) Les jeunes (moyenne 25 ans)	9
4) Les adolescents (15/20 ans)	6

Tous les citadins de retour se placent dans la deuxième catégorie, c'est en elle, d'ailleurs, que se situe toute la dynamique humaine du village. Sur les 14 adultes, nous avons 10 anciens citadins et seulement 4 villageois n'ayant pas vécu dans les centres urbains ; cependant 5 citadins, déjà, après quelque temps passé au village, sont allés s'installer hors du bourg, dans des fermes isolées (Campements Awassa et Okendza). Donc, dans Okélataka même, ce à quoi nous nous limitons, il y a cinq citadins, ce sont eux les acteurs principaux de l'aventure économique dans laquelle est projeté le village (11).

(11) Qui sont-ils ? Nous avons établi leur biographie, nous n'en dirons que quelques mots.

C'est en établissant des rapports marchands directs avec le village que le fermier s'en sépare structurellement ; face à ces fermes isolées le village apparaît comme une réalité humaine dont l'existence est mise en cause par le rapport marchand. D'où l'importance des tentatives faites par les citadins pour introduire les relations marchandes à l'intérieur de la communauté villageoise :

— Onkoura, lors de son retour au village, a cru pouvoir exercer ses talents d'infirmier ; il a fait venir des médicaments de Brazzaville, et il soignait plaies et toux contre une minime rétribution. Il est tombé rapidement malade ; devenu quasi aveugle, il s'est cru ensorcelé. Il a du faire amende honorable devant tout le village, sacrifiant un cabri et buvant son sang en demandant pardon de son orgueil. Commentant son échec, Onkoura guéri, nous disait : « Ils ont eu peur que je sois trop élevé, que j'ai la gloire ; ils se disaient : il travaille beaucoup, son nom va sortir ».

— Les deux maçons, Léboka et Ekania, n'exercent pratiquement pas leur activité hors du village, et dans le village elle ne leur est pas rémunérée. Ekania expliquait, après avoir fait le crépi d'une maison : « Comme c'est la famille, je ne peux rien lui demander, il me donnera ce qu'il voudra, si ce n'était pas la famille ça pourrait coûter jusqu'à 3 000 ».

— Sanga qui, depuis son retour, n'arrête pas de défier la communauté, s'est imaginé durant notre séjour de dresser un étalage devant sa maison et de vendre de l'huile de palme

Onkoura (40 ans), revenu au village en novembre 1957, après l'avoir quitté à l'âge de 10 ans pour servir de boy à un milicien, a appris vaguement à lire, a été catéchiste, infirmier, un peu tous les métiers, a vécu à Brazzaville et Léopoldville.

Ekania (38 ans), revenu en 1955, a travaillé comme maçon 14 ans hors du village (7 ans dans les ateliers de la C.F.H.B.C. à Mossaka, 7 ans dans diverses entreprises à Brazzaville).

Leboka (39 ans), parti à 20 ans du village ; il y est revenu en 1958 ; il a été maçon à Brazzaville, Pointe-Noire, et au Gabon.

Lendébé (40 ans), ancien milicien, est revenu en 1958, mis à la retraite après avoir servi dans presque tous les postes du Congo.

Sanga (45 ans), parti du village dès l'âge de 15 ans, revenu en mars 1960, après avoir servi comme chauffeur à Brazzaville et Léopoldville.

Il est à remarquer qu'aucun d'entre eux n'a fait de séjour au village entre leur départ initial et leur retour définitif ces dernières années.

qu'il avait fabriquée. Bien qu'il ait fait effectuer la vente par une de ses femmes, le scandale a été considérable. Quinze jours après, au moment de notre départ Sanga était toujours traité de paria, son acte ayant un véritable relent de sacrilège.

— Opposition aussi à la venue de travailleurs spécialisés étrangers : Lendébé voulant faire construire sa maison et, n'acceptant pas l'aide à caractère familial d'Ekania ou de Léboka, fait venir un maçon d'une ferme des environs. Cet acte a été considéré comme un intolérable défi ; Lendébé s'était entendu sur un prix (7 000 frs). Durant le temps des travaux les villageois ont exercé des pressions incessantes sur le maçon pour qu'il augmente son prix ; à la fin, Lendébé, après de multiples palabres et incidents, a dû payer 12 000 frs et un cabri. Alors que nous discutons de ce scandale passé, Mvouma, le gardien de la communauté, nous affirmait : « Nous sommes ici à Okélataka, les hommes d'ailleurs, on ne les connaît pas, ce n'est pas la famille, on ne peut pas dire à un étranger de travailler chez nous ».

L'établissement de rapports marchands se heurte à une hostilité générale. Cependant, bien des nuances peuvent être introduites dans ce dynamisme négatif. Nous pouvons classer les rapports marchands en trois catégories par ordre croissant d'hostilité :

- *L'échange commercial* : vente de produits achetés par le vendeur ;
- *L'échange artisanal* : vente de produits fabriqués par le vendeur lui-même (menuisier, tailleur) ;
- *L'activité spécialisée* (maçonnerie), c'est l'activité elle-même qui est échangée contre de l'argent.

Les deux premiers types d'échange sont en quelque sorte tolérés dans la mesure où les vendeurs se situent hors du village (les fermes isolées des environs d'Okélataka se spécialisent dans le commerce, la menuiserie, et la fabrication de tuiles de bambou). Par contre, la rétribution monétaire de l'activité est violemment refoulée : que l'on se souvienne de l'étouffement de Léboka et Ekania, ou du scandale soulevé par Lendébé lorsqu'il a voulu faire construire sa maison par un maçon étranger. Qu'est donc le rapport marchand

ainsi mis en cause ? Les objets de l'échange prennent une réalité en eux-mêmes, indépendante des personnes qui se trouvent en contact. Contradiction absolue avec l'univers villageois, bâti, comme nous l'avons vu précédemment, sur les rapports personnels. Les relations interindividuelles n'y sont point masquées par un jeu d'objets matériels indépendants, elles sont déterminées par le statut réciproque des personnes, par le dialogue des rôles. Le processus de dépersonnalisation des rapports humains est refusé. Les limites de ce refus peuvent être cernées :

- Rapports marchands d'aucune sorte entre les individus composant la communauté villageoise ;
- Rapports marchands tolérés entre les villageois et des vendeurs extérieurs (sens unique ; le villageois ne peut être que client) lorsque ce sont des objets matériels qui sont directement mis en cause.

Lorsque la personne elle-même est prise dans le processus de réification, les réactions négatives sont très violentes. La projection hors de la personne d'une activité (comme c'est le cas dans n'importe quelle forme de salariat) qui, pour être échangée contre de l'argent, doit avoir une réalité autonome, est encore absolument étrangère à cet univers humain. Lorsque le salariat fera son apparition, on pourra considérer que la révolution monétaire a été complète et que le rapport marchand s'est intériorisé dans la structure même de ce village.

En fait, l'argent circulant dans ce jeu des échanges internes est minime, nous avons vu que 8,5 % seulement de la valeur monétaire des biens possédés pouvaient être placés sous cette rubrique. La communauté villageoise se défend contre toute implantation des rapports marchands internes, et c'est le thème d'un conflit latent entre les villages et la minorité dynamique des citadins de retour. On ne peut manquer d'établir un parallélisme entre cette lutte contre l'établissement de rapports marchands et le système économique d'ensemble dans lequel Okélatoka se trouve pris. Dualisme commercial simpliste : vente de produits agricoles d'exportation (jadis l'huile de palme, maintenant le café) consommation de produits d'importation d'origine européenne. Localement, ce circuit se concrétise en deux mani-

festations : le marché des produits, la boutique C.F.H.B.C. Le marché des produits n'a de marché que le nom, il s'agit d'un simple ramassage de sacs de café par le camion administratif, le producteur n'a aucun rôle actif :

- La date du passage du camion est décidée sans qu'on lui demande son avis, d'où attente quotidienne, durant des mois parfois ;
- Le prix est imposé ;
- Il n'a qu'un droit de regard très lointain sur le poids, le secrétaire étant le maître ; d'où une impression permanente d'être volé ;
- Aucune concurrence, aucune possibilité de vendre ailleurs son produit.

La boutique de la Compagnie (simple case en terre) se caractérise avant tout par la pénombre qui y règne : pas de fenêtre, on distingue tout juste les marchandises étalées sur la paroi du fond à deux mètres des clients qui s'en trouvent séparés par un comptoir. L'éventail des marchandises n'offre aucun choix, il y a un peu n'importe quoi, les prix sont évidemment fixés. Évoluant dans la pénombre, le boutiquier, choisi par principe illettré, ne vit que dans la hantise du vol et de l'inventaire mensuel. Que ce soit sur le marché ou à la boutique, il s'agit d'un simple *diktat* commercial dans lequel le villageois est complètement passif ; il lui est imposé par la superstructure administrativo-commerciale. Cette situation est extrêmement défavorable à tout développement : passivité, attente de l'action venue de l'extérieur, tels en sont les effets. L'intériorisation des rapports marchands (par l'artisanat et le petit commerce) brise avec ce *diktat* étouffant, donne vie concrète à l'économique. Les citadins revenus à la vie rurale sont les véritables porteurs du progrès économique.

Le rapport de parade

Okélataka est une communauté humaine non bâtie sur le rapport marchand (elle a même une réaction négative à son égard, comme nous venons de le voir) qui se trouve cependant intégrée dans un système commercial monétaire, situation contradictoire qui est le lot actuel de tous les vil-

lages. Le rapport marchand créerait une vie économique intérieure qui, d'une part, ouvrirait le village sur l'extérieur et l'intégrerait dans une région socio-économique véritable ; d'autre part, ferait contre-poids au système commercial construit uniquement sur l'exportation-importation et, à longue échéance, formerait avec lui une réalité économique nouvelle dans laquelle le villageois serait autre chose qu'une simple entité productrice. Le rapport marchand intériorisé est actuellement impossible, d'où :

— Le village est isolé, il forme un microcosme qui épuise sa réalité ;

— Il est directement et solidairement relié à la superstructure administrativo-commerciale avec laquelle il est en rapport de dépendance .

Réalité humaine repliée sur elle-même, la communauté villageoise est toute entière dans le jeu des rapports inter-individuels ; prise dans l'organisation commerciale générale, ses rapports interindividuels sont bâtis sur les manifestations locales de ce système. La structure du village : des rapports interindividuels qui trouvent leur principe dans l'économie monétaire. Les relations entre les villageois se réduisent à un type de rapport très particulier, le « rapport de parade » qui, en quelque sorte, se situe entre le rapport personnel — sur lequel était organisé l'univers familial d'autrefois — et le rapport marchand, base des sociétés d'économie monétaire.

Nous avons déjà traité du rapport personnel ; il s'agit essentiellement d'un univers humain épuisant totalement sa réalité dans les contacts directs entre les individus qui le composent ; il y a codification, discipline de ces contacts, tout est dans le jeu des rapports que les personnes établissent entre elles. Nous avons, d'une part, émergence de la personne, avec son statut, son rôle, sa position dans le groupe familial ou dans les classes d'âge, d'autre part, réglementation des relations entre ces personnes. Nous n'insisterons pas sur ces phénomènes qui relèvent de l'ethnologie (qui lui ont en grande partie échappé de par un trop grand souci de systématisation). L'individu se fond en son personnage ; c'est, avant tout, une mystification : en effet, le seul enjeu possible dans ce contexte de contacts directs,

c'est le conflit (dont les formes varient à l'infini) pour la domination du groupe, la recherche de l'établissement d'un quelconque pouvoir sur les individus. En contraste, le rapport marchand fait éclater l'univers des contacts directs. Désormais, les rapports humains sont masqués par le jeu des relations entre les choses (les biens économiques). Ce processus de réification projette les relations humaines hors des personnes dans le monde matériel monétarisé ; d'où possibilité : — de les placer sous le regard de l'observation scientifique ; — de les ranger en des catégories de type universel, dépassant le groupe de contacts directs.

On ne soulignera jamais assez que l'observation scientifique n'est possible que sur des sociétés de rapports marchands ; observer scientifiquement un univers d'auto-subsistance, donc de rapports personnels, c'est poursuivre une rêverie individuelle (Une simple chronique de la quotidienneté est peut-être la seule possibilité d'observation). Le problème prend une acuité particulière quand il s'agit d'études en vue du développement de régions où le rapport marchand est encore embryonnaire : l'irréalisme masqué par une forme pseudo-scientifique se donne libre cours et les résultats pratiques à tirer de telles études sont nuls.

Comme nous le disions précédemment, le rapport de parade se situe entre ces deux principes d'organisation. — Nous restons toujours dans les limites de l'univers des contacts directs, donc la recherche du pouvoir sur les individus est la dynamique de base. Les manifestations de l'économie monétaire (plantations-marchandises) sont les cadres de référence de ces relations interindividuelles, donc disparition de la mystification des rapports personnels (la personne sclérosée dans son statut et la réglementation entre les personnes). Il s'agit de processus qui ne sont pas arrivés à terme : le monde des choses n'a point acquis sa totale autonomie ; les relations humaines ne se sont pas encore libérées de la personne concrète, etc. — Il ne faut cependant percevoir cette réalité singulière sous cet aspect négatif (ce qu'elle n'est plus ou ce qu'elle n'est pas encore), mais la considérer comme une forme spécifique (quoique pouvant apparaître comme transitoire) sur laquelle doit obligatoirement s'appuyer toute action pour déterminer l'avenir.

Ce rapport de parade est le moment d'une conjoncture précise ; il s'inscrit dans le type d'économie tel que nous l'avons déjà longuement défini. Dans l'échange marchand, le bien matériel est indépendant, autonome des individus ; c'est là l'essentiel de ce rapport, partant de toutes nos sociétés. Qu'est donc cette autonomie, cette valeur que prend l'objet en lui-même ? A un niveau plus profond d'analyse, elle apparaît comme un leurre. Paradoxalement, le bien n'acquiert son indépendance que dans la mesure où sa possession ou non possession met en cause la vie même des individus (les besoins incompressibles). Le principe de base de l'économie monétaire consiste à placer entre le bien nécessaire à la survie et l'individu la monnaie qui ne peut être obtenue que par l'activité productrice, d'où extériorisation du bien et contrainte au travail par lequel le bien peut être acquis. Comme nous l'avons précédemment souligné, ce principe structurel est, de par l'autosubsistance, absent d'Okélataka ; il y a impossibilité foncière pour les biens matériels et les activités de se réifier, de se séparer des individus concrets ; tout cela est lié à la nature d'un système commercial bâti quasi-exclusivement sur l'exportation de produits agricoles et l'importation de biens manufacturés d'origine européenne, accompagnées d'un volume monétaire très faible sans circulation intérieure. Entre les biens matériels et l'individu concret, il y a une sorte de détermination réciproque ; le lien structurel qui les unit ressort, par exemple, du système d'héritage dans lequel est placée la plantation de caféiers. Tout d'abord, aucune règle lorsque le défunt a exprimé sa volonté ; celui qu'il a désigné hérite obligatoirement ; si cette désignation n'a pas lieu, les fils (ou les frères) reçoivent la plantation, mais en aucun cas elle ne peut être vendue ou partagée. Les héritiers se trouvent contraints à une exploitation communautaire ; devant les difficultés soulevées par cette propriété commune, l'assemblée de village désigne, parfois après de multiples discussions, celui qui était « le plus aimé » par le défunt pour lui attribuer individuellement la plantation. La plantation n'est pas abandonnée à la mort de son propriétaire (comme par exemple la case dans un univers de rapports personnels et d'auto-subsistance) ; elle possède donc une

certaine indépendance à l'égard de l'individu concret. Il s'agit cependant d'un processus d'autonomie tout juste engagé. Cette impossibilité de la vendre et de la partager, cette exploitation commune et cette recherche de celui qui a été « le plus aimé », autant d'éléments qui montrent combien, au delà de la mort, elle adhère encore à son propriétaire. Le phénomène doit être élargi. Une règle générale : les éléments de l'univers monétaire villageois ne sont jamais replacés dans le contexte de l'échange ; le propriétaire lui-même ne peut pas vendre sa propre plantation ; de même, les objets manufacturés d'importation, une fois acquis, ne sont en aucun cas revendus. Plantation et marchandises sont bloquées autour de l'individu ; elles perdent cette indépendance qui les rendrait échangeables, l'individu ne peut s'en séparer que dans le cadre du don à caractère familial.

Etant dans un univers de contacts directs, le principe de la vie sociale est, disions-nous, la recherche de la domination sur les individus ; cette domination peut apparaître comme, en dernière analyse, le principe même de toute dynamique sociale, n'avoir de ce fait aucune valeur descriptive. Il s'agit, dans ce cas particulier, d'une domination sur les personnes en tant que telles, et non point sur les activités ou sur les produits du travail, ce dernier type de domination laissant à la personne une liberté théorique. Nous avons une distorsion entre le but de la domination, les personnes et les facteurs mis en jeu, les biens économiques — distorsion qui mène à l'impasse et interdit toute stabilité. Chacun étale ses biens pour annexer la personne de l'autre ; c'est un conflit passif, contemplatif pourrait-on dire. Dans un tel contexte, aucune unité, aucune stabilité ne peuvent surgir. Ou les personnes sont en cause — et, alors, leur domination ne peut s'effectuer que par le jeu des statuts (organisation hiérarchique) — ou c'est l'univers matériel et, alors, tout l'effort de maîtrise porte sur lui (accaparement des moyens de production, de la circulation monétaire, etc.). Actuellement, la structure hiérarchique a éclaté de par l'autonomie des biens qui peuvent être acquis par tout le monde. Le regroupement de l'univers matériel autour de l'individu est impossible (salarial, accumulation capitaliste)

étant donné cette poursuite du pouvoir sur les personnes qui paradoxalement interdit d'en aliéner l'activité. De là naît un véritable état d'anarchie ; luttes interindividuelles vaines et réactions collectives d'opposition à tout ce qui peut apparaître comme tentative d'instaurer une domination économique individuelle (cf. : par exemple, les luttes contre les citadins les premiers temps de leur retour).

G. ALTHABE.

Soc.

CAHIERS DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE

Directeur : François PERROUX

HUMANITÉS (5)
Économie, Ethnologie, Sociologie
Directeur : J. POIRIER

Etudes de socio-économie africaine

- J.P. : Etudes de socio-économie africaine.
- L. DAVIN : Phénomènes de polarisation, seuils de croissance et expansion économique en Afrique Centrale.
- J. BINET : Les budgets familiaux africains.
- B. LEMBEZAT : Marchés du Nord-Cameroun.
- G. NICOLAS : Aspects de la vie économique dans un canton du Niger : Kantché.
- G. ALTHABÉ : Problèmes socio-économiques du Nord-Congo.

N° 131 (avec Suppl^t) — NOVEMBRE 1962 (Série V, n° 5) — Publication mensuelle

I. S. E. A.
35, Boulevard des Capucines - PARIS (2°)

11375